

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29584]

19 OKTOBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 2016 betreffende de aanvraag om toelating tot de subsidies van schoolinrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, artikel 24, § 1 en § 2, en artikel 37, eerste lid, 1°;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 2016 betreffende de aanvraag om toelating tot de subsidies van schoolinrichtingen, artikel 1, § 2, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 oktober 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 oktober 2016;

Overwegende de inwerkingtreding van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 2016 op 30 september 2016, namelijk de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt;

Overwegende de overgangsmaatregel bepaald voor de aanvraag om toelating tot de subsidies van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs op 1 september 2017, waarvan de termijndatum voor de indiening van het dossier op 1 november 2016 vastgesteld is;

Overwegende de te korte termijn voor de potentiële aanvragers om hun dossier van aanvraag om toelating tot de subsidies op 1 september 2017;

Overwegende dat deze termijn dus verlengd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 2016 betreffende de aanvraag om toelating tot de subsidies van schoolinrichtingen, bij artikel 1, § 2, tweede lid, worden de woorden "1 november 2016" vervangen door de woorden "1 december 2016".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Onderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206014]

10 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'analyse coût-bénéfice et aux modalités de calcul et de mise en œuvre de la compensation financière

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 26, § 2^{ter}, alinéa 3, et § 2^{quater}, alinéa 3, insérés par le décret du 11 avril 2014;

Vu l'avis n° CD-16f16-CWaPE-1591 de la Commission wallonne pour l'Energie du 21 juin 2016;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 59.928/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'analyse coût-bénéfice : l'évaluation du caractère économiquement justifié, telle que visée à l'article 26, § 2^{quater} du décret, d'un projet d'adaptation du réseau visant à satisfaire au mieux la demande de raccordement d'un projet de site de production d'électricité verte;

2° la capacité d'injection flexible : le droit d'accès au réseau exprimé en voltampères (VA) et octroyé au producteur par le gestionnaire de réseau de manière supplémentaire à la capacité d'injection permanente en mettant à disposition tous les éléments de son réseau;

3° la capacité d'injection permanente : le droit d'accès au réseau octroyé au producteur, exprimé en voltampères (VA) dont la disponibilité est garantie tant sur base des éléments principaux que des éléments redondants de fiabilité du réseau et déterminée conformément à la méthodologie visée à l'article 3, § 2;

4° la congestion : l'état d'un élément du réseau lorsque la capacité maximum de transit y est atteinte et risque de mettre à mal la sécurité du réseau;

5° la consigne : l'ordre d'activation envoyé par le gestionnaire de réseau au producteur afin de réduire l'injection de puissance électrique en vue de prévenir ou de remédier à la survenance de congestions sur le réseau d'électricité et exprimé en termes de puissance active maximale d'injection autorisée et de délai de réaction;

6° la compensation financière : le dédommagement alloué au producteur pour compenser les pertes de revenus découlant de l'application de la consigne à une valeur inférieure à la capacité d'injection permanente ou lors du fonctionnement d'un système automatique local visé à l'article 9, § 6;

7° la correction du périmètre du responsable d'équilibre : le moyen visant à neutraliser les impacts éventuels de l'application de la consigne sur le responsable d'équilibre;

8° le coût d'investissement unitaire maximum de référence : la valeur pivot en deçà de laquelle le coût d'un projet d'adaptation du réseau rapporté sur la production d'électricité verte que sa mise en œuvre permettrait est jugé économiquement justifié;

9° le décret : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

10° la demande de raccordement : la somme des puissances exprimées en voltampères (VA) et installées en aval du point de raccordement, réparties par source d'énergie primaire, pour lesquelles l'utilisateur de réseau souhaite disposer d'un raccordement au réseau;

11° le demandeur : la personne, physique ou morale, qui introduit une demande auprès du gestionnaire de réseau en vue du raccordement d'un projet de site de production d'électricité verte;

12° l'étude préalable : l'évaluation par le gestionnaire de réseau du caractère économiquement justifié d'un projet d'adaptation du réseau visant à octroyer à un projet de site de production d'électricité verte une capacité d'injection supplémentaire par rapport à celle octroyée dans le cadre de la situation de référence;

13° le projet d'adaptation du réseau : le projet d'adaptation du réseau établi par le gestionnaire de réseau afin d'octroyer à un projet de site de production d'électricité verte une capacité d'injection supplémentaire par rapport à celle octroyée dans le cadre de la situation de référence;

14° la puissance de raccordement : la puissance maximale définie dans le contrat de raccordement et exprimée en voltampères (VA), dont l'utilisateur de réseau de distribution peut disposer au moyen de son raccordement au réseau;

15° le raccordement avec accès flexible : le raccordement pour lequel le gestionnaire de réseau peut limiter temporairement l'injection d'un producteur;

16° la situation de référence : l'hypothèse de configuration du réseau et des flux d'énergie sur ce réseau qui est utilisée pour estimer l'énergie exprimée en kilowattheure (kWh) qui pourra être produite par un projet de site de production d'électricité verte sans projet d'adaptation du réseau autre que ceux prévus dans les plans d'adaptation approuvés, le cas échéant adaptés sur une base motivée;

17° la trajectoire progressive indicative par filière : la trajectoire progressive indicative par filière telle que définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

18° la valeur de référence : la valeur établie préalablement par la CWaPE sur base de sa connaissance du marché, le cas échéant en concertation avec les gestionnaires de réseau, de laquelle le gestionnaire de réseau et la CWaPE ne peuvent s'écarter dans le cadre de l'établissement de l'étude préalable et de l'analyse coût-bénéfice;

19° la valeur par défaut : la valeur établie préalablement par la CWaPE sur base de sa connaissance du marché, le cas échéant en concertation avec les gestionnaires de réseau et/ou les producteurs, de laquelle le gestionnaire de réseau et la CWaPE peuvent, de manière motivée et en fonction des caractéristiques du projet d'adaptation du réseau, s'écarter dans le cadre de l'établissement de l'étude préalable ou de l'analyse coût-bénéfice;

20° le volume de l'énergie active non injectée : l'énergie active calculée sur le temps d'activation d'une consigne, déterminée par la différence positive entre l'estimation visée à l'article 9 et l'énergie effectivement injectée;

21° l'installation historique de production d'électricité : une installation de production d'électricité pour laquelle la date de mise en service, telle que stipulée dans l'accord de mise en service délivré par le gestionnaire de réseau, est strictement antérieure au :

- 27 juin 2014 pour le gestionnaire de réseau de transport/transport local;

- 1^{er} janvier 2015 pour les gestionnaires de réseau suivants : AIEG, AIESH, Gaselwest, PBE, Réseau d'Energies de Wavre et RESA;

- 1^{er} mars 2015 pour l'ensemble des secteurs d'ORES ASSETS SPRL;

22° la nouvelle installation de production d'électricité : une installation de production d'électricité pour laquelle la date de mise en service, telle que stipulée dans l'accord de mise en service délivré par le gestionnaire de réseau, est postérieure au :

- 27 juin 2014 pour le gestionnaire de réseau de transport/transport local;

- 1^{er} janvier 2015 pour les gestionnaires de réseau suivants : AIEG, AIESH, Gaselwest, PBE, Réseau d'Energies de Wavre et RESA;

- 1^{er} mars 2015 pour l'ensemble des secteurs d'ORES ASSETS SPRL;

23° la puissance électrique nette développable (Pend, kW): la puissance électrique générée par l'installation de production avant transformation éventuelle vers le réseau, obtenue en déduisant la puissance moyenne des équipements fonctionnels de l'installation de la puissance maximale réalisable;

24° les règlements techniques : le règlement technique pour la gestion du réseau de transport local d'électricité en Région wallonne et l'accès à celui-ci et le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci établis en vertu de l'article 13 du décret.

CHAPITRE II. — *La compensation financière*

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 2. § 1^{er}. Les gestionnaires du réseau de distribution et du réseau de transport local garantissent la distribution et le transport de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et de cogénération de qualité.

§ 2. Conformément à l'article 25*decies*, § 2, du décret, le gestionnaire du réseau de transport local ne peut pas refuser le raccordement d'une installation de production pour cause d'éventuelles limitations dans les capacités disponibles du réseau ou dans le réseau en amont ou encore au motif que celui-ci entraînerait des coûts supplémentaires résultant de l'éventuelle obligation d'accroître la capacité des éléments du réseau dans la zone située à proximité du point de raccordement.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution met raisonnablement tout en œuvre pour garantir la capacité à long terme du réseau de répondre à des demandes de raccordement de sites de production d'électricité verte. Le gestionnaire de réseau de distribution peut ne pas répondre complètement à la demande de puissance de raccordement de sites de production d'électricité verte à condition que la CWaPE ait jugé les investissements nécessaires comme étant économiquement injustifiés au regard de l'analyse coût-bénéfice visée au chapitre 3.

Art. 3. § 1^{er}. Toute nouvelle installation de production d'électricité reliée au réseau moyenne et haute tension est connectée au moyen d'un raccordement avec accès flexible. La capacité d'injection totale octroyée au producteur peut comporter une composante permanente et une composante flexible.

La production de cette installation peut faire l'objet d'une réduction ou d'une interruption en cas de risque de dépassement de la limite de sécurité opérationnelle du réseau.

Dans ce cas, et sous réserve du respect des conditions d'octroi de la compensation financière, le producteur est dédommagé pour les pertes de revenus subies suite à la réduction ou l'interruption d'injection, et ce à hauteur de la part de la capacité permanente d'injection modulée.

§ 2. Dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les gestionnaires de réseau établissent la méthodologie de détermination de la capacité permanente d'injection après consultation des producteurs. Cette méthodologie prend en compte l'historique des flux d'énergie dans le réseau électrique et des capacités déjà octroyées et/ou réservées.

§ 3. En cas de risque de dépassement de la limite de sécurité opérationnelle du réseau de transport ou de transport local, le gestionnaire de réseau de distribution est responsable de la traduction des consignes envoyées par le gestionnaire du réseau de transport/transport local et de leur transmission vers les différents moyens de productions avec accès flexible raccordés aux réseaux de distribution concernés.

§ 4. Lors de la demande de raccordement, le gestionnaire de réseau octroie en priorité une capacité d'injection permanente. Il maximise la part de la capacité d'injection permanente dans la capacité d'injection octroyée au demandeur en tenant compte de la capacité d'injection immédiatement disponible, des plans d'adaptation et des accroissements de capacité rendus possibles par des investissements économiquement justifiés au sens du chapitre 3.

§ 5. Lorsque, pour des circonstances que le gestionnaire de réseau n'est pas en mesure de prévoir, une nouvelle capacité d'injection se libère, le gestionnaire de réseau la met à disposition des futurs demandeurs et en informe le marché par la mise à jour les informations visées à l'article 29.

Art. 4. § 1^{er}. Toute nouvelle installation de production d'électricité d'une puissance supérieure à 250 kVA est munie d'un dispositif de contrôle commande permettant au gestionnaire du réseau auquel le producteur est raccordé de réduire ou d'interrompre la production en vue de prévenir la survenance de congestions sur le réseau. L'utilisateur du réseau place une interface de communication lui permettant de recevoir les consignes du gestionnaire de réseau. L'utilisateur traduit les consignes en un ordre de pilotage de ses installations et répond aux consignes dans les délais requis. Le gestionnaire de réseau peut refuser l'accès d'une installation supérieure à 250 kVA pour laquelle l'utilisateur du réseau ne respecte pas les obligations du présent paragraphe.

§ 2. Le gestionnaire de réseau fournit au producteur raccordé l'interface de communication visée au paragraphe 1^{er} et définit le format des consignes appliquées.

§ 3. Les consignes servant aux pilotages sont différenciées par type de source d'énergie primaire de production.

§ 4. Si le gestionnaire de réseau limite l'injection de plusieurs unités de production pour maintenir l'exploitation du réseau dans les limites de sécurité opérationnelle, la répartition du volume des limitations sur les unités équipées d'une interface de communication conformément aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 suit les règles suivantes:

1° le volume est d'abord assigné aux nouvelles unités de production d'électricité non verte disposant d'une capacité d'injection flexible, et au maximum à hauteur de cette dernière, selon un ordre "dernier arrivé, premier sorti";

2° si le volume nécessaire n'est pas atteint, il est assigné aux unités de production dans l'ordre de priorité suivant :

a) sur les nouvelles installations de production d'électricité non verte disposant d'une capacité d'injection permanente selon un ordre "dernier arrivé, premier sorti";

b) sur les nouvelles installations de production d'électricité verte disposant d'une capacité d'injection flexible, et au maximum à hauteur de cette dernière, selon un ordre "dernier arrivé, premier sorti";

c) sur les nouvelles installations de production d'électricité verte disposant d'une capacité d'injection permanente selon un ordre "dernier arrivé, premier sorti";

d) sur les installations historiques de production d'électricité non verte disposant d'une capacité d'injection permanente selon un ordre qui respecte les dispositions du contrat de raccordement ou, selon un ordre "dernier arrivé, premier sorti";

e) sur les installations historiques de production d'électricité verte disposant d'une capacité d'injection permanente selon un ordre qui respecte les dispositions du contrat de raccordement ou, à défaut, selon un ordre "dernier arrivé, premier sorti".

L'ordre d'arrivée est établi sur base de la date de réservation de capacité acquise conformément aux règlements techniques.

§ 5. Le gestionnaire de réseau peut imposer au producteur de se munir du dispositif de contrôle commande visé au § 1^{er} lors d'une demande d'augmentation de puissance ou d'installation de nouvelle unité de production sur un raccordement existant, dont le contrat a été conclu avant le 1^{er} janvier 2015, portant le total de capacité de production à un niveau supérieur ou égal à 1 MVA.

Dans ce cas, le dispositif de contrôle commande porte sur l'entièreté de la puissance cumulée de production.

§ 6. L'exigence d'un dispositif de contrôle commande visé au § 1^{er} vaut également pour toute augmentation de puissance supérieure à 250 kVA. Dans ce cas, le dispositif de contrôle commande porte sur l'entièreté de la puissance cumulée de production.

L'application de ce seuil concerne toutes les demandes introduites pour le même raccordement depuis trois ans.

Art. 5. Toute nouvelle installation de production d'électricité dont la production a été interrompue ou limitée par le gestionnaire de réseau pour cause de congestion a droit à la compensation des pertes de revenu découlant de l'interruption ou de la réduction de son injection à une valeur inférieure à sa capacité d'injection permanente, à condition de satisfaire à chacune des conditions suivantes :

1° l'installation de production d'électricité dispose d'une puissance maximale d'injection supérieure à 5 kVA;

2° l'installation de production d'électricité est implantée dans un site de production d'électricité disposant d'un certificat de garantie d'origine;

3° l'installation de production d'électricité ne se trouve pas dans les cas d'exception visés par l'article 26, § 2^{ter}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du décret.

Art. 6. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau prend toutes les mesures utiles et proportionnées en vue de limiter l'impact d'actions prises pour garantir la sécurité opérationnelle du réseau.

§ 2. En ce qui concerne les interventions programmées, le gestionnaire de réseau doit pouvoir démontrer les moyens mis en œuvre pour minimiser tant la fréquence que la durée des réductions d'injection nécessaires afin de garantir la sécurité opérationnelle du réseau, notamment en favorisant la simultanéité des entretiens effectués par le gestionnaire de réseau et le producteur.

§ 3. Suite à une situation d'urgence, le gestionnaire de réseau est soumis à un délai à l'issue duquel le producteur est compensé pour ses pertes de revenus éligibles à la compensation. Ce délai est de six heures et commence à courir dès la survenance de cette situation d'urgence. Il peut être prolongé sur demande motivée auprès de la CWaPE qui tient compte de la sécurité opérationnelle.

§ 4. Lorsqu'il invoque une situation d'urgence, le gestionnaire de réseau démontre le caractère imprévisible du fait générateur de l'urgence auprès de la CWaPE endéans un délai maximal de trente jours prenant cours à partir de la survenance de la situation d'urgence.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque l'octroi d'une capacité permanente supplémentaire à celle immédiatement disponible a nécessité dans le chef du gestionnaire de réseau la réalisation de travaux de raccordement économiquement justifiés au sens du chapitre 3, la compensation financière relative à la capacité permanente supplémentaire faisant l'objet des travaux est due uniquement après expiration du délai endéans lequel le gestionnaire de réseau s'était engagé à réaliser ces travaux. La capacité permanente disponible avant travaux est, elle, compensée immédiatement.

§ 2. Le délai visé au paragraphe 1^{er} débute le jour de la signature du contrat de raccordement pour une durée de maximum cinq ans. Il peut être prolongé par une décision motivée de la CWaPE lorsque le retard dans l'adaptation du réseau est dû à des circonstances que le gestionnaire de réseau ne maîtrise pas. Pour le réseau de distribution en basse tension, ce délai maximum est de un an, sauf cas exceptionnels dûment motivés et soumis à l'accord préalable de la CWaPE.

Section 2. — Modalités de mise en œuvre de la compensation

Art. 8. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution ou de transport local propose des contrats de raccordement avec accès flexible aux producteurs d'électricité raccordés au réseau haute tension ou moyenne tension.

§ 2. Chaque contrat précise :

1° la capacité d'injection permanente immédiatement disponible octroyée au demandeur et, le cas échéant, les capacités d'injection permanentes qui seront octroyées dans le futur tenant compte des accroissements de capacité jugés économiquement justifiés;

2° la capacité d'injection flexible immédiatement disponible octroyée au producteur et, le cas échéant, les capacités d'injection flexibles qui seront octroyées dans le futur tenant compte des accroissements de capacité jugés économiquement justifiés;

3° les modalités de réduction ou d'interruption de l'injection tenant compte, notamment, de la plage de fonctionnement du site de production telle que communiquée par le producteur;

4° le cas échéant, les délais dans lesquels le gestionnaire de réseau s'engage à réaliser les accroissements de capacité économiquement justifiés et nécessaires pour répondre à la demande d'injection du producteur;

5° les modalités d'octroi de la compensation pour les pertes de revenus subies suite à la réduction ou l'interruption de l'injection, en ce compris les certificats verts ou tout autre régime de soutien à la production;

6° les modalités d'estimation du volume d'énergie active non injecté en cas de limitation de l'accès imposé par le gestionnaire de réseau;

7° les modalités visant à assurer, le cas échéant, la correction du périmètre du responsable d'équilibre en cas de réduction ou d'interruption de l'injection;

8° les prévisions basées sur des données historiques et statistiques en matière de risques d'apparition d'une situation pouvant provoquer la réduction ou l'interruption de l'injection;

9° les modalités de communication des entretiens programmés pour les éléments du réseau dont la disponibilité est critique pour garantir la capacité d'injection demandée par le producteur.

Concernant le 8°, les prévisions sont basées sur des données historiques et statistiques et ne constituent donc pas une garantie absolue pour le futur.

§ 3. Dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les gestionnaires de réseau présentent à la CWaPE, sous format électronique, les contrats de raccordement conclus après le 1^{er} janvier 2015 et les adaptations à y apporter en vue d'assurer la conformité aux présentes dispositions.

Art. 9. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau auquel l'installation de production est raccordée est responsable de l'estimation des volumes d'énergie active qui n'ont pas pu être produits.

§ 2. Dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les gestionnaires de réseau proposent pour approbation à la CWaPE une méthode d'estimation des volumes d'énergie active non produits qui aura préalablement été soumise pour avis aux producteurs. Cette méthode basée sur des données auditables, est adaptée à la filière de production considérée, à sa classe de puissance et tient compte du caractère raisonnablement prévisible ou non de la source d'énergie primaire.

Après approbation par la CWaPE, la méthode d'estimation des volumes d'énergie active non produits est publiée sur le site internet des différents gestionnaires de réseau.

§ 3. La compensation financière est évaluée sur base d'un volume d'énergie active non produit calculé pour chaque période élémentaire, exprimée en quart d'heure, constituant la durée d'application de l'ordre d'interruption ou de limitation. En cas de consigne inférieure à la capacité d'injection permanente et si le producteur respecte cette consigne, le volume d'énergie active devant être compensé est calculé sur base de la plus petite valeur positive entre l'estimation de la production potentielle diminuée de la production correspondant au premier point de fonctionnement disponible respectant la consigne et la production correspondant à la capacité d'injection permanente stipulée au contrat de raccordement diminuée de la production correspondant au premier point de fonctionnement disponible respectant la consigne. La production potentielle est le volume d'énergie qui aurait été produit sans consigne. L'établissement de la production correspondant à la puissance de consigne tient compte des volumes d'énergie active autoconsommée.

§ 4. Pour les filières dites intermittentes, dont l'éolien et le photovoltaïque, l'estimation se base sur l'utilisation d'un profil de référence alimenté par les données de mesures des sites de production similaires situées en Région wallonne. Les caractéristiques individuelles du site de production sont prises en compte par l'utilisation d'un facteur de qualité, défini comme le rapport de la puissance fournie par un site de production durant une période donnée sur le produit de sa puissance électrique nette développable et du profil de référence des sites de production du même type sur cette même période. Le facteur de qualité est défini par site de production et est mis à jour annuellement. À défaut de données historiques, le facteur de qualité d'un site de production est supposé égal à un.

§ 5. Pour les filières dont le niveau de production peut raisonnablement être qualifié de prévisible ou de contrôlable, l'estimation peut se baser sur les données de nomination lorsqu'elles sont disponibles ou sur les prévisions fournies par le producteur ou encore sur les données mesurées immédiatement antérieures et postérieures à l'activation.

§ 6. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 5, lorsque la modulation résulte du fonctionnement d'un système automatique local, suite à la détection d'une surtension, conformément aux prescriptions techniques découlant du contrat de raccordement, la compensation des pertes de revenus se base sur l'historique du profil de production et de déclenchement transmis par le producteur ou, lorsque ces informations sont disponibles, sur l'historique de la puissance injectée et du niveau de tension mesurés par le compteur du gestionnaire de réseau.

§ 7. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 6, après accord entre le producteur et le gestionnaire du réseau de distribution auquel il est raccordé, et approbation de la CWaPE, une méthode alternative d'estimation des volumes d'énergie non produits peut être utilisée.

Art. 10. § 1^{er}. La compensation financière des pertes de revenus du producteur est due par le gestionnaire de réseau concerné conformément à l'article 26, § 2^{quinquies}, du décret.

En cas de non-respect de la consigne par l'utilisateur du réseau dans les délais imposés et de risque de limite de sécurité opérationnelle du réseau, le gestionnaire de réseau peut interrompre la production qui ne respecte pas ladite consigne, sans compensation financière des pertes de revenus du producteur.

§ 2. La compensation financière vise tant l'électricité qui n'a pas pu être produite que les certificats verts ou autre mode de soutien à la production qui n'ont pas pu être attribués au producteur. La compensation financière est déterminée en appliquant au volume d'énergie à compenser un prix de référence reflétant la perte de revenus imposée au producteur et tenant compte du modèle de soutien. Les coûts évités d'injection sur le réseau sont déduits de ce prix de référence.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution ou le gestionnaire de réseau de transport/transport local supporte les coûts de la compensation en fonction de l'élément limitant la capacité. La compensation financière est attribuée au producteur sur base trimestrielle pour les sites d'une puissance maximale d'injection strictement supérieure à 250 kVA, et sur base annuelle pour les sites de production d'une puissance maximale d'injection inférieure ou égale à 250 kVA.

L'ensemble des activations d'un trimestre (ou d'une année) donné(e) devra être compensé, sous réserve de la vérification des conditions d'octroi de cette compensation, dans les 3 mois suivant la fin du trimestre (ou de l'année) considéré(e).

§ 4. Dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les gestionnaires de réseau définissent et soumettent à l'approbation de la CWaPE la procédure visant à compenser les pertes de revenus du producteur au moyen de simples transactions financières effectuées dans les trois mois suivant la fin du trimestre considéré, ou de l'année considérée, conformément au paragraphe 3. Cette procédure tient compte du type de comptage du producteur, de la présence ou non d'un dispositif de contrôle-commande ainsi que de la période d'application du régime de soutien à la production d'électricité verte sur base des données transmises par le producteur d'électricité verte.

§ 5. La compensation financière se compose de trois parties : une composante A qui vise à compenser la valeur de l'électricité qui n'a pas pu être produite, une composante B qui vise à compenser les certificats verts ou tout autres mode de soutien qui n'ont pas pu être attribués au producteur, et une composante C qui vise à prendre en compte, en déduction des autres composantes, les éventuels coûts évités par le producteur.

La composante A est déterminée sur la base d'une formule de référence tenant compte de la valeur de l'électricité qui n'a pas pu être produite.

La composante B est déterminée sur la base d'une formule de référence tenant compte du modèle de soutien.

La composante C est déterminée sur base d'une formule de référence tenant compte des coûts évités engendrés par la réduction d'injection sur le réseau. Les formules de référence utilisées pour calculer les composantes A, B et C sont arrêtées par la CWaPE, après consultation des producteurs et des gestionnaires de réseau, et sont publiées sur son site internet.

Art. 11. § 1^{er}. Les gestionnaires de réseau mettent en œuvre, sans délais, un mécanisme visant à informer le marché des consignes de limitation et à assurer la correction du périmètre du responsable d'équilibre du producteur pour les volumes à compenser, sous réserve de l'accord de la CWaPE quant au caractère proportionné des coûts de mise en œuvre du mécanisme au regard des volumes d'énergie devant être compensés. Dès qu'il est opérationnel, ce mécanisme remplace le mécanisme de compensation financière directe du producteur prévu aux articles 10, § 3 et 10, § 4, uniquement pour ce qui concerne la composante A dont il est question à l'article 10, § 5.

§ 2. Lorsque la production a été interrompue ou limitée par le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau ayant émis la consigne informe également le gestionnaire de réseau de transport des volumes d'énergie active non injectée. Le gestionnaire de réseau de transport informe sans délais le responsable d'équilibre des volumes activés, de manière agrégée pour l'ensemble de son portefeuille. Le gestionnaire de réseau sur lequel le producteur est raccordé, communique cette information également au détenteur d'accès qui reçoit cette information par point d'accès.

CHAPITRE 3. — *De l'analyse coût-bénéfice*

Section 1^{ère}. — Champ d'application

Art. 12. Le présent chapitre précise, en application de l'article 26, § 2^{quater} du décret, les modalités de calcul visant à déterminer le caractère économiquement justifié ou non d'un projet d'adaptation du réseau visant à octroyer une capacité d'injection supplémentaire par rapport à celle disponible dans la situation de référence à un projet de site de production d'électricité verte d'une puissance supérieure à 5 kVA.

Section 2. — Etude préalable

Art. 13. Le gestionnaire du réseau de distribution ou de transport local qui ne peut pas répondre complètement à une demande de raccordement d'un projet de site de production d'électricité verte, établit une étude préalable destinée à permettre à la CWaPE d'établir le caractère économiquement justifié du projet d'adaptation du réseau permettant de satisfaire au mieux cette demande.

Art. 14. § 1^{er}. Dans son étude préalable, le gestionnaire de réseau décrit et motive, le cas échéant, les caractéristiques technico-économiques du projet d'adaptation du réseau et de la situation de référence visée à l'article 25. Les caractéristiques technico-économiques du projet de site de production d'électricité verte faisant l'objet de la demande de raccordement sont également décrites.

§ 2. La description et la motivation visées au paragraphe 1^{er} comprend :

1° l'ensemble des éléments permettant de justifier l'adéquation du projet d'adaptation du réseau, en comparaison avec les autres éventuelles solutions techniques envisageables, par rapport à la demande de raccordement du projet de site de production d'électricité verte;

2° le cas échéant, une description des mesures étudiées en application de l'article 15, §§ 1^{er} et 2, du décret afin d'éviter la nécessité du renforcement du réseau pour satisfaire la demande de raccordement du projet de site de production d'électricité verte.

§ 3. Le gestionnaire de réseau complète l'étude préalable d'une analyse technico-économique basée sur l'application des modalités de calcul définies aux sections 4 et 5.

§ 4. Le gestionnaire de réseau peut, de manière motivée, s'écarter dans son étude préalable des valeurs par défaut telles que définies en application du présent arrêté.

§ 5. Le gestionnaire de réseau annexe à l'étude les pièces justificatives permettant à la CWaPE de valider, dans le cadre de l'analyse coût-bénéfice visée à la section 3, les options techniques et les valeurs technico-économiques utilisées par le gestionnaire de réseau, notamment dans le cadre de l'établissement du terme spécifique au projet d'adaptation du réseau à l'étude visé à l'article 22.

Art. 15. Lorsque le projet d'adaptation du réseau concerne plusieurs gestionnaires de réseaux, le gestionnaire du réseau auquel le raccordement est effectué se concerta avec les autres gestionnaires de réseau concernés, notamment dans le cadre de la définition des valeurs et paramètres liées au projet d'adaptation et à la situation de référence visée à l'article 25.

Art. 16. Après concertation avec les gestionnaires de réseaux et consultation des producteurs, la CWaPE peut établir un modèle d'étude préalable, et le cas échéant, un modèle de synthèse d'étude préalable.

Art. 17. § 1^{er}. Dans un délai de trente jours après réception de la demande de raccordement, le gestionnaire de réseau communique, par envoi électronique, l'étude préalable et son annexe à la CWaPE. Ce délai peut être prolongé de quinze jours si plusieurs gestionnaires de réseau sont concernés par le projet d'adaptation du réseau.

§ 2. Dans le même délai que celui visé au paragraphe 1^{er}, le gestionnaire de réseau communique au demandeur, par envoi électronique, une synthèse de l'étude préalable tel qu'établie par la CWaPE à l'article 16. Le gestionnaire de réseau informe également le demandeur de la possibilité qui lui est laissée, endéans un délai de trente jours à compter de la date de l'envoi électronique, d'être entendu par la CWaPE en vue de l'établissement du caractère économiquement justifié du projet d'adaptation du réseau.

Section 3. — Analyse coût-bénéfice

Art. 18. § 1^{er}. La CWaPE avise le gestionnaire de réseau de la complétude de l'étude préalable et de son annexe dans un délai de quinze jours à dater de la réception de ladite étude. Le cas échéant et dans le même délai, la CWaPE réclame au gestionnaire de réseau tout élément nécessaire à la réalisation de l'analyse coût-bénéfice manquant dans l'étude préalable et son annexe. Elle fixe un délai raisonnable endéans lequel le gestionnaire de réseau complète son étude préalable. Ce délai ne peut pas, dans tous les cas, dépasser quinze jours à compter de la date d'envoi de la demande de complément.

§ 2. Le délai prévu à l'article 21, § 1^{er}, ne débute qu'une fois l'étude préalable et son annexe complètes.

Art. 19. § 1^{er}. Lorsque la CWaPE considère l'étude préalable comme complète, elle procède à l'analyse coût-bénéfice du projet d'adaptation du réseau basée sur l'application des modalités de calcul définies aux sections 4 et 5.

§ 2. Dans le cadre de la réalisation de l'analyse coût-bénéfice visée au paragraphe 1^{er}, la CWaPE peut, sur base motivée, s'écarter des valeurs utilisées par le gestionnaire de réseau ou des valeurs par défaut telles que définies en application du présent arrêté.

§ 3. Par dérogation à l'article 18, § 1^{er}, en vue d'alimenter l'analyse coût-bénéfice du projet d'adaptation du réseau, la CWaPE peut, sur base motivée, demander au gestionnaire de réseau de compléter l'étude préalable en tenant compte d'hypothèses différentes de celles visées dans l'étude préalable initiale. Elle fixe un délai raisonnable endéans lequel le gestionnaire de réseau complète son étude préalable. Ce délai ne peut pas, dans tous les cas, dépasser trente jours à compter de la date d'envoi de la demande de complément.

Art. 20. § 1^{er}. Le demandeur peut, après réception de l'étude préalable, demander à la CWaPE d'être entendu dans le cadre de la procédure visant à examiner le caractère non économiquement justifié du projet d'adaptation du réseau dans un délai maximal de trente jours à compter de la date d'envoi de l'étude préalable. Le demandeur peut notamment proposer des solutions alternatives. La CWaPE entend le demandeur qui en fait la requête pour autant que le délai précité soit respecté.

§ 2. Sous réserve de la consultation en application du paragraphe 1^{er}, lorsqu'il apparaît que le projet d'adaptation du réseau sera jugé non économiquement justifié au terme de l'analyse coût-bénéfice, la CWaPE en avise le demandeur et précise le délai, qui ne peut pas excéder trente jours, dans lequel le demandeur peut fournir ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWaPE entend le demandeur qui en fait la requête pour autant que le délai précité soit respecté.

Art. 21. § 1^{er}. Dans un délai de soixante jours à compter de la réception des derniers compléments apportés à l'étude préalable ou trente jours à compter de la réception des compléments apportés en application de l'article 20, la CWaPE communique, par recommandé ou remise contre accusé de réception, sa décision concernant le caractère économiquement justifié du projet d'adaptation du réseau au gestionnaire de réseau et au demandeur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, dans le cas d'une étude préalable concluant au caractère économiquement justifié d'un projet d'adaptation, la CWaPE peut, dans un délai de quinze jours à compter de la communication de l'avis visé à l'article 18 ou de la réception des derniers compléments apportés à l'étude préalable ou apportés en application de l'article 20, contester les résultats de l'étude. A défaut de réaction de la CWaPE dans ce délai, le projet d'adaptation est considéré comme économiquement justifié.

§ 3. Lorsque la CWaPE conteste les résultats d'une étude préalable positive, elle se concerte avec le gestionnaire de réseau en vue de l'établissement de l'analyse coût-bénéfice. Le cas échéant, en accord avec la CWaPE, le gestionnaire de réseau peut réaliser une nouvelle étude préalable conformément aux dispositions du présent arrêté.

Section 4. — Modalités de calcul

Sous-section 1^{re}. — Dispositions transversales relatives aux modalités de calcul

Art. 22. § 1^{er}. L'analyse technico-économique menée dans le cadre de l'étude préalable et de l'analyse coût-bénéfice est établie sur la base d'une comparaison entre :

1° d'une part, un terme spécifique au projet d'adaptation du réseau à l'étude composé d'un numérateur reflétant le coût du projet d'adaptation du réseau de distribution ou de transport local et d'un dénominateur reflétant la production d'électricité attendue du projet de site de production d'électricité verte, et;

2° d'autre part, un terme de référence reflétant le coût d'investissement unitaire maximum de référence adapté, le cas échéant, en fonction d'un coefficient correctif visant à tenir compte d'un éventuel écart structurel significatif, observé ou attendu, par rapport à la trajectoire progressive indicative par filière, pour autant qu'une des causes présumées de cet écart se situe dans les modalités de calcul établies en application des sections 4 et 5.

§ 2. Le projet d'adaptation du réseau est jugé économiquement justifié lorsque le terme spécifique au projet d'adaptation du réseau à l'étude est inférieur ou égal au terme de référence.

§ 3. La CWaPE établit une valeur de référence pour le coefficient correctif visé au paragraphe 1^{er}.

Ce coefficient correctif peut varier en fonction de la filière de production d'électricité verte considérée ou du niveau de tension auquel le projet de site de production d'électricité verte est raccordé.

§ 4. Après concertation avec les gestionnaires de réseau, les producteurs et l'Administration, la CWaPE établit une valeur de référence pour le coût d'investissement unitaire maximum de référence visé au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté et après concertation avec les gestionnaires de réseau, les producteurs et l'Administration, la CWaPE publie la méthodologie permettant d'appliquer les modalités de calcul définies dans les sections 4 et 5.

§ 6. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté et après concertation avec les gestionnaires de réseau, les producteurs et l'Administration, la CWaPE publie les valeurs de référence nécessaires à l'examen du caractère économiquement justifié d'un projet d'adaptation du réseau visant à octroyer une capacité d'injection supplémentaire par rapport à celle immédiatement disponible à un projet de site de production d'électricité verte.

Sous-section 2. — Détermination du numérateur

Art. 23. § 1^{er}. Le numérateur visé à l'article 22 reprend la différence entre, d'une part, les coûts associés au projet d'adaptation du réseau de distribution ou de transport local visant à satisfaire au mieux la demande de raccordement et, d'autre part, ceux associés à une situation de référence.

§ 2. Les coûts visés au paragraphe 1^{er} sont constitués des coûts d'investissement, le cas échéant en ce incluses les compensations financières octroyées en application de l'article 26, § 2^{ter} du décret, portant sur le ou les tronçons du réseau concernés par le projet d'adaptation du réseau. Les interventions de tiers, en cas de mise en œuvre des travaux d'adaptation du réseau, sont déduites des coûts d'investissement.

La CWaPE peut établir une valeur par défaut pour les compensations financières visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Les coûts visés au paragraphe 2 sont établis en tenant compte de :

1° l'utilisation attendue du ou des investissements réseau concernés au terme de la durée de vie économique du projet de site de production d'électricité verte;

2° l'utilisation attendue du ou des investissements réseau concernés au-delà de la puissance faisant l'objet de la demande de raccordement.

La CWaPE peut établir des valeurs par défaut pour les paramètres intervenant dans l'établissement des coûts conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 2, la CWaPE peut, en concertation avec les gestionnaires de réseau et les producteurs, établir une méthode permettant de prendre en compte dans les modalités de calcul, les coûts opérationnels, pour autant qu'ils puissent être jugés manifestement associés à l'octroi d'une capacité d'injection supplémentaire au projet de site de production d'électricité verte à l'origine de la demande de raccordement. Ces coûts viennent en compléments des coûts visés au paragraphe 2.

§ 5. Les éventuelles recettes attendues du gestionnaire de réseau issues de l'application de tarifs d'injection au projet de site de production d'électricité sont déduites des coûts d'investissement, tels qu'estimés en application des paragraphes 1^{er} à 4.

La déduction des recettes visée à l'alinéa 1^{er} peut être réduite, totalement ou partiellement, lorsqu'il apparaît que le régime de soutien à la production d'électricité verte, tel qu'établi en application du décret, permet une augmentation des recettes du demandeur de nature à compenser en tout ou en partie ses coûts associés aux tarifs d'injection.

La CWaPE peut établir une valeur par défaut pour les recettes issues de l'application de tarifs d'injection au projet de site de production d'électricité verte.

Sous-section 3. — Détermination du dénominateur

Art. 24. § 1^{er}. Le dénominateur visé à l'article 22 est établi par la différence entre d'une part, la production d'énergie active estimée du projet de site de production d'électricité verte en cas de mise en œuvre du projet d'adaptation du réseau, et d'autre part, la production d'énergie active estimée du même projet de site de production d'électricité verte associée à la situation de référence.

§ 2. L'estimation visée au paragraphe 1^{er} tient compte de la durée de vie économique du projet de site de production d'électricité verte, de son profil de production et des capacités d'injection permanente et flexible octroyées à l'unité de production faisant l'objet de la demande de raccordement.

§ 3. En cas de capacité d'injection flexible, l'estimation de la production d'énergie active tient compte des prévisions en matière de risque d'apparition d'une situation pouvant provoquer la réduction ou l'interruption de l'injection, hors situation d'urgence.

§ 4. La CWaPE peut établir des valeurs par défaut pour la durée de vie économique et le profil de production du projet de site de production d'électricité verte. Ces valeurs par défaut peuvent être variables en fonction des filières de production d'électricité verte.

§ 5. La CWaPE peut établir des profils par défaut de production annuelle par filière.

Sous-section 4. — La situation de référence

Art. 25. § 1^{er}. Par défaut, la situation de référence visée aux articles 23, § 1^{er}, et 24, § 1^{er}, est celle définie par le dernier plan d'adaptation du réseau approuvé par la CWaPE, le cas échéant adaptée en vue de tenir compte des projets d'adaptation du réseau ayant préalablement été, au terme d'une analyse coût-bénéfice appliquée conformément aux sections 4 et 5, qualifiés d'économiquement justifiés, et des capacités de prélèvement ou d'injection déjà contractualisées mais pas encore en service.

§ 2. Sur une base motivée, la situation de référence prise en compte dans l'étude préalable ou dans l'analyse coût-bénéfice peut s'écarter de celle visée au paragraphe 1^{er}.

Section 5. — Dispositions spécifiques relatives au raccordement des sites de production d'électricité verte d'une puissance supérieure à 5 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA

Art. 26. Par dérogation aux articles 13 et 22, dans le cas où un projet d'adaptation du réseau visant à octroyer une capacité d'injection supplémentaire à un projet de site de production d'électricité verte d'une puissance supérieure à 5 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA ne nécessite pas d'investissement situé à un niveau de tension supérieur 1 kV, le projet d'adaptation du réseau est réputé économiquement justifié.

Art. 27. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 13 et 22, dans le cas où un projet d'adaptation du réseau visant à octroyer à un projet de site de production d'électricité verte d'une puissance supérieure à 5 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA une capacité d'injection supplémentaire nécessite des investissements situés à un niveau de tension supérieur 1 kV, le gestionnaire de réseau établit une étude préalable sur le caractère économiquement justifié du projet d'adaptation du réseau permettant de satisfaire au mieux la demande de raccordement.

Dans ce cas :

1° les coûts visés à l'article 23, § 2 sont établis, d'une part, par dérogation à l'article 23, § 3, en tenant compte uniquement de l'exploitation attendue du ou des investissements réseau concernés au-delà de la puissance faisant l'objet de la demande de raccordement et, d'autre part, en ne tenant compte que du coût des investissements opérés à un niveau de tension supérieur à 1 kV;

2° le dénominateur visé à l'article 22, § 1^{er} est établi, par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, sur base de l'estimation de la production d'énergie active attendue issue de la zone couverte par les tronçons concernés par le projet d'adaptation du réseau.

§ 2. L'estimation de la production d'énergie active attendue issue de la zone couverte par les tronçons concernés par le projet d'adaptation du réseau est établie sur base de la capacité installée et attendue de production dans la zone visée au paragraphe 1^{er}, des profils de production à l'endroit de l'investissement par filière de production d'électricité verte et de la durée de vie économique moyenne des investissements considérés dans le projet d'adaptation du réseau pondérée par leurs coûts respectifs.

La CWaPE établit des valeurs de référence pour les durées d'utilisation annuelle par filière de production d'électricité verte et pour les durées de vie économiques des investissements réseau en vue de la mise en œuvre de l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Lorsque l'étude préalable conclut au caractère économiquement justifié d'un projet d'adaptation visant à octroyer une capacité d'injection supplémentaire à un projet de site de production d'électricité verte d'une puissance supérieure à 5 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA, le gestionnaire de réseau le notifie, par envoi électronique, à la CWaPE. Le gestionnaire de réseau en informe également le demandeur par envoi électronique.

Le CWaPE peut établir, en concertation avec les gestionnaires de réseaux, un modèle de notification de l'étude préalable positive.

CHAPITRE IV. — Obligations de rapportage et de publication

Art. 28. § 1^{er}. Les interruptions et réductions d'injection effectuées sur ordre du gestionnaire du réseau font l'objet d'un rapportage à la CWaPE, notamment en termes de volume d'énergie active non produite, d'énergie donnant droit à une compensation des pertes financières, de niveau de puissance, de moment d'activation et de durée.

§ 2. Le raccordement des unités de production décentralisées sur le réseau de distribution, est l'objet d'un rapportage à la CWaPE par le gestionnaire du réseau.

§ 3. Après concertation avec les gestionnaires de réseau, la CWaPE fixe la portée, la fréquence et les modalités pratiques des reportages visés aux paragraphes 1^{er} et 2.

Art. 29. Chaque gestionnaire de réseau publie sur son site internet la capacité d'injection permanente disponible sur son réseau, calculée suivant la méthodologie établie conformément à l'article 3 § 2, pour chaque ensemble de charges et de sites de production qui est considéré pour la planification du réseau et notamment pour le dimensionnement de la transformation vers la moyenne tension.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 30. Pour les installations historiques de production d'électricité sans accès flexible, la capacité d'injection permanente est au moins égale à la capacité d'injection initialement mentionnée dans le contrat de raccordement. Les installations historiques de production d'électricité disposant d'un contrat de raccordement dénommé "classique avec accès flexible en N-1" sont assimilées dans le cadre du présent arrêté à des nouvelles installations de production d'électricité et leurs contrats de raccordement doivent être actualisés en vue de tenir compte des dispositions du présent arrêté. Dans ce cas, la capacité d'injection permanente est évaluée uniquement sur base du réseau existant.

Art. 31. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/206014]

10. NOVEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kosten-Nutzen-Analyse und die Modalitäten für die Berechnung und Durchführung der Ausgleichszahlung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 26 § 2ter Absatz 3, und § 2quater Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014;

Aufgrund des Gutachtens Nr. CD-16f16-CWaPE-1591 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'Energie") vom 21. Juni 2016;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 10. Oktober 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 59.928/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Kosten-Nutzen-Analyse: die Beurteilung des wirtschaftlich gerechtfertigten Charakters eines Projekts zur Anpassung des Netzes, um dem Antrag auf Anschluss eines projizierten Grünstromerzeugungsstandorts auf optimale Weise gerecht zu werden;

2° flexible Einspeisekapazität: das in Voltampere (VA) ausgedrückte Recht auf Netzzugang, das der Netzbetreiber dem Erzeuger durch die Zurverfügungstellung aller Bestandteile seines Netzes zusätzlich zur ständigen Einspeisekapazität gewährt;

3° ständige Einspeisekapazität: das in Voltampere (VA) ausgedrückte, dem Erzeuger gewährte Recht auf Zugang zum Netz, dessen Verfügbarkeit sowohl aufgrund der Hauptbestandteile wie der redundanten Bestandteile, die die Zuverlässigkeit des Netzes gewährleisten, sichergestellt wird, und gemäß der in Artikel 3 § 2 erwähnten Methodik bestimmt wird;

4° Engpass: der Zustand eines Bestandteils des Netzes, wenn dort die maximale Transitkapazität erreicht ist und die Netzsicherheit gefährdet wird;

5° Sollwertsignal: der Aktivierungsbefehl, den der Netzbetreiber dem Erzeuger zusendet, um die Stromeinspeisung zu verringern, mit dem Ziel, das Auftreten von Engpässen auf dem Stromnetz zu vermeiden oder zu beseitigen. Dieses Signal umfasst die bei der Einspeisung maximal zulässige Wirkleistung und die Ansprechzeit;

6° Ausgleichszahlung: die dem Erzeuger gewährte Entschädigung, um die Einkommensverluste auszugleichen, die sich aus der Anwendung des Sollwertsignals bei einem Wert unterhalb der ständigen Einspeisekapazität oder bei der Einschaltung eines lokalen automatischen Systems nach Artikel 9 § 6 ergeben;

7° Anpassung des Zuständigkeitskreises des Ausgleichsverantwortlichen: das Mittel zur Neutralisierung der eventuellen Auswirkungen der Anwendung des Sollwertsignals auf den Ausgleichsverantwortlichen;

8° maximale Investitionsreferenzkosten je Einheit: der Leitwert, unterhalb dessen die Kosten für ein Projekt zur Anpassung des Netzes im Verhältnis zu der sich aus dessen Durchführung ergebenden möglichen Grünstromerzeugung als wirtschaftlich gerechtfertigt gelten;

9° Dekret: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

10° Anschlussantrag: die Summe der stromabwärts der Anschlussstelle installierten, in Voltampere (VA) ausgedrückten Leistungen, nach Primärenergieträger aufgeteilt, für welche der Netzbenutzer über einen Netzanschluss verfügen möchte;

11° Antragsteller: die natürliche oder juristische Person, die bei dem Netzbetreiber einen Antrag zwecks des Anschlusses eines projizierten Grünstromerzeugungsstandorts stellt;

12° Vorstudie: die Bewertung durch den Netzbetreiber des wirtschaftlich gerechtfertigten Charakters eines Projekts zur Anpassung des Netzes, das darin besteht, einen projizierten Grünstromerzeugungsstandort mit einer zusätzlichen Einspeisekapazität zu versehen im Vergleich mit derjenigen, über die dieser Standort im Rahmen der Referenzlage verfügte;

13° Projekt zur Anpassung des Netzes: das vom Netzbetreiber ausgearbeitete Projekt zur Anpassung des Netzes, um einen projizierten Grünstromerzeugungsstandort mit einer zusätzlichen Einspeisekapazität zu versehen im Vergleich mit derjenigen, über die dieser Standort im Rahmen der Referenzlage verfügte;

14° Anschlussleistung: die in dem Anschlussvertrag festgelegte und in Voltampere (VA) ausgedrückte Höchstleistung, über die der Benutzer des Verteilernetzes mittels seines Netzanschlusses verfügen kann;

15° Anschluss mit flexiblem Zugang: der Anschluss, für den der Netzbetreiber die Einspeisung durch einen Erzeuger vorübergehend einschränken kann;

16° Referenzlage: die Netzkonfiguration und Energieflüsse auf diesem Netz, die als Hypothese angenommen werden, die zur Einschätzung der in Kilowattstunden (kWh) ausgedrückten Energie benutzt wird, die durch einen projizierten Grünstromerzeugungsstandort erzeugt werden kann, wenn kein weiteres Projekt zur Anpassung des Netzes als diejenigen Projekte, die in den bereits genehmigten und ggf. auf einer begründeten Grundlage angepassten Anpassungsplänen vorgesehen sind, umgesetzt wird;

17° informativer schrittweiser Kurs je Erzeugungsverfahren: der informative schrittweise Kurs je Erzeugungsverfahren im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

18° Referenzwert: der von der CWaPE aufgrund ihrer Marktkenntnis und ggf. in Absprache mit den Netzbetreibern vorab ermittelte Wert, von dem der Netzbetreiber und die CWaPE im Rahmen der Vorstudie und der Kosten-Nutzen-Analyse nicht abweichen können;

19° Standardwert: der von der CWaPE aufgrund ihrer Marktkenntnis und ggf. in Absprache mit den Netzbetreibern und/oder den Erzeugern vorab ermittelte Wert, von dem der Netzbetreiber und die CWaPE im Rahmen der Vorstudie und der Kosten-Nutzen-Analyse je nach den Merkmalen des Projekts zur Anpassung des Netzes abweichen können, wenn eine entsprechende Begründung vorliegt;

20° Volumen der nicht eingespeisten Wirkenergie: die über die Zeit der Aktivierung eines Sollwertsignals berechnete Wirkenergie, bestimmt durch den positiven Unterschied zwischen der Einschätzung nach Artikel 9 und der tatsächlich eingespeisten Energie;

21° historische Stromerzeugungsanlage: eine Stromerzeugungsanlage, deren Inbetriebnahmedatum, so wie in der vom Netzbetreiber ausgestellten Inbetriebsetzungsgenehmigung vermerkt, strikt vor dem nachstehenden Datum liegt:

- 27. Juni 2014 für den Betreiber des Übertragungsnetzes / des lokalen Übertragungsnetzes;

- 1. Januar 2015 für die folgenden Netzbetreiber: AIEG, AIESH, Gaselwest, PBE, Réseau d'Énergies de Wavre und RESA;

- 1. März 2015 für die gesamten Sektoren von ORES ASSETS SPRL;

22° neue Stromerzeugungsanlage: eine Stromerzeugungsanlage, deren Inbetriebnahmedatum, so wie in der vom Netzbetreiber ausgestellten Inbetriebsetzungsgenehmigung vermerkt, nach dem nachstehenden Datum liegt:

- 27. Juni 2014 für den Betreiber des Stromübertragungsnetzes / des lokalen Übertragungsnetzes;

- 1. Januar 2015 für die folgenden Netzbetreiber: AIEG, AIESH, Gaselwest, PBE, Réseau d'Énergies de Wavre und RESA;

- 1. März 2015 für die gesamten Sektoren von ORES ASSETS SPRL;

23° erzeugbare elektrische Nettoleistung (Pend, kWe): die elektrische Leistung, die vor einer eventuellen Umwandlung zwecks der Einspeisung ins Netz durch die Erzeugungsanlage produziert wird, und die ermittelt wird, indem die Durchschnittsleistung der betriebstechnischen Ausrüstungen der Anlage von der erzielbaren Höchstleistung abgerechnet wird;

24° technische Regelungen: die technische Regelung für den Betrieb des lokalen Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz und die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen, kraft Artikel 13 des Dekrets.

KAPITEL II — *Die Ausgleichszahlung**Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

Art. 2 - § 1 - Die Betreiber des Verteilernetzes und des lokalen Übertragungsnetzes garantieren die Verteilung und die Übertragung des ab erneuerbaren Energiequellen und hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms.

§ 2 - Gemäß Artikel 25*decies* § 2 des Dekrets kann der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes den Anschluss einer Stromerzeugungsanlage aus Gründen einer eventuellen Begrenzung der verfügbaren Kapazität des Netzes oder im stromaufwärts liegenden Netz, oder aber wegen der Tatsache, dass dieser Anschluss zusätzliche Kosten in Verbindung mit der eventuellen Verpflichtung zur Erweiterung der Kapazität der Bestandteile des Netzes in der Nähe der Anschlussstelle mit sich bringen würde, nicht verweigern.

§ 3 - Der Betreiber des Verteilernetzes setzt alle vernünftigen Mittel ein, um die langfristige Kapazität des Netzes, Anschlussanträgen seitens Grünstromerzeugungsstandorten gerecht zu werden, zu garantieren. Der Betreiber des Verteilernetzes kann auf den Antrag auf Anschlussleistung seitens Grünstromerzeugungsstandorten nicht vollständig eingehen, wenn die CWaPE der Ansicht ist, dass die dazu notwendigen Investitionen angesichts der Kosten-Nutzen-Analyse nach Kapitel 3 wirtschaftlich ungerechtfertigt sind.

Art. 3 - § 1 - Jede neue an das Mittel- und Hochspannungsnetz angeschlossene Stromerzeugungsanlage wird mittels eines Anschlusses mit flexiblem Zugang angeschlossen. Die gesamte Einspeisekapazität, die dem Erzeuger gewährt wird, kann eine ständige und eine flexible Komponente enthalten.

Die Produktion dieser Anlage kann bei Gefahr einer Überschreitung der operativen Sicherheitsgrenze des Netzes verringert oder unterbrochen werden.

In diesem Fall und unter Vorbehalt der Einhaltung der Bedingungen für die Gewährung der Ausgleichszahlung wird der Erzeuger für die Einkommensverluste infolge der Verringerung oder Unterbrechung der Einspeisung entschädigt, und zwar für den modulierten Teil der ständigen Einspeisekapazität.

§ 2 - Innerhalb von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses legen die Netzbetreiber die Methodik zur Bestimmung der ständigen Einspeisekapazität nach Absprache mit den Erzeugern fest. Diese Methodik berücksichtigt die Historik der Energieflüsse im Elektrizitätsnetz und die bereits gewährten und/oder vorbehaltenen Kapazitäten.

§ 3 - Bei Gefahr einer Überschreitung der operativen Sicherheitsgrenze des Übertragungsnetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes ist der Betreiber des Verteilernetzes verantwortlich für die Umsetzung der von dem Betreiber des Übertragungsnetzes / des lokalen Übertragungsnetzes gesendeten Sollwertsignale, und für deren Übermittlung an die verschiedenen Erzeugungsstandorte mit flexiblem Zugang, die an die betreffenden Verteilernetze angeschlossen sind.

§ 4 - Beim Anschlussantrag gewährt der Netzbetreiber vorrangig eine ständige Einspeisekapazität. In der dem Antragsteller gewährten Einspeisekapazität maximiert er den Anteil der ständigen Einspeisekapazität, unter Berücksichtigung der sofort verfügbaren Einspeisekapazität, der Anpassungspläne und der infolge von wirtschaftlich gerechtfertigten Investitionen im Sinne von Kapitel 3 möglichen Kapazitätserhöhungen.

§ 5 - Wenn eine neue Einspeisekapazität aus Umständen, die der Netzbetreiber nicht vorsehen kann, frei wird, stellt Letzterer sie den künftigen Antragstellern zur Verfügung, wobei er durch die Aktualisierung der in Artikel 29 erwähnten Angaben den Markt darüber informiert.

Art. 4 - § 1 - Jede neue Stromerzeugungsanlage mit einer Leistung von mehr als 250 kVA ist mit einem Kontroll- und Steuerungssystem ausgestattet, das es dem Betreiber des Netzes, an das der Stromerzeuger angeschlossen ist, ermöglicht, die Stromerzeugung zu verringern oder zu unterbrechen, um das Auftreten von Engpässen auf dem Netz zu vermeiden. Der Netzbenutzer richtet eine Kommunikationsschnittstelle ein, die es ihm ermöglicht, die Sollwertsignale des Netzbetreibers zu empfangen. Der Netzbenutzer setzt die Sollwertsignale in einen Steuerungsbefehl für seine Anlagen um, und spricht innerhalb der erforderlichen Fristen auf die Sollwertsignale an. Der Netzbetreiber kann einer Anlage mit einer Leistung von mehr als 250 kVA, für welche der Netzbenutzer die Verpflichtungen des vorliegenden Paragraphen nicht erfüllt, den Zugang zu seinem Netz verweigern.

§ 2 - Der Netzbetreiber stellt dem angeschlossenen Erzeuger die Kommunikationsschnittstelle nach Paragraph 1 zur Verfügung und bestimmt das Format der benutzten Sollwertsignale.

§ 3 - Die zur Steuerung dienenden Sollwertsignale werden je nach Art der primären Energiequelle, die zur Stromerzeugung benutzt wird, differenziert.

§ 4 - Wenn der Netzbetreiber die Einspeisung aus verschiedenen Erzeugungseinheiten begrenzt, um den Betrieb des Netzes innerhalb der operativen Sicherheitsgrenzen zu gewährleisten, erfolgt die Verteilung des Volumens dieser Begrenzungen für die mit einer Kommunikationsschnittstelle im Sinne der Paragraphen 1, 2 und 3 ausgestatteten Einheiten nach folgenden Regeln:

1° das Volumen wird zunächst den neuen Einheiten zur Erzeugung von nicht grünem Strom mit einer flexiblen Einspeisekapazität, und zwar höchstens in Höhe dieser flexiblen Kapazität, nach dem LIFO-Prinzip ("last in, first out") zugeteilt;

2° wenn das erforderliche Volumen nicht erreicht ist, wird es den Erzeugungseinheiten in folgender Reihenfolge zugeteilt:

a) den neuen Einheiten zur Erzeugung von nicht grünem Strom mit einer ständigen Einspeisekapazität nach dem LIFO-Prinzip ("last in, first out");

b) den neuen Einheiten zur Erzeugung von Grünstrom mit einer flexiblen Einspeisekapazität, und zwar höchstens in Höhe dieser flexiblen Kapazität, nach dem LIFO-Prinzip ("last in, first out");

c) den neuen Einheiten zur Erzeugung von Grünstrom mit einer ständigen Einspeisekapazität, nach dem LIFO-Prinzip ("last in, first out");

d) den historischen Einheiten zur Erzeugung von nicht grünem Strom mit einer ständigen Einspeisekapazität, in einer Reihenfolge in Übereinstimmung mit dem Anschlussvertrag, oder nach dem LIFO-Prinzip ("last in, first out");

e) den historischen Einheiten zur Erzeugung von Grünstrom mit einer ständigen Einspeisekapazität, in einer Reihenfolge in Übereinstimmung mit dem Anschlussvertrag, oder mangels einschlägiger Bestimmungen im Anschlussvertrag nach dem LIFO-Prinzip ("last in, first out").

Die Reihenfolge des Eingangs ("in") wird auf der Grundlage des Datums der erlangten Kapazitätsreservierung in Übereinstimmung mit den technischen Regelungen bestimmt.

§ 5 - Der Netzbetreiber kann dem Erzeuger anlässlich eines Antrags auf Leistungserhöhung oder auf Errichtung einer neuen Erzeugungseinheit an einem bestehenden Anschluss, dessen Vertrag vor dem 1. Januar 2015 abgeschlossen worden ist, und für den die Gesamtkapazität auf mindestens 1 MVA gebracht wird, die Einrichtung des Kontroll- und Steuerungssystems nach Paragraph 1 auferlegen.

In diesem Fall funktioniert das Kontroll- und Steuerungssystem für die gesamte kumulierte Erzeugungsleistung.

§ 6 - Die Anforderung der Einrichtung eines Kontroll- und Steuerungssystems nach Paragraph 1 gilt ebenfalls für jede Leistungserhöhung um mehr als 250 KVA. In diesem Fall funktioniert das Kontroll- und Steuerungssystem für die gesamte kumulierte Erzeugungsleistung.

Die Anwendung dieses Schwellenwerts betrifft alle Anträge, die seit drei Jahren für denselben Anschluss eingereicht worden sind.

Art. 5 - Jede neue Stromerzeugungsanlage, deren Produktion wegen eines Engpasses von dem Netzbetreiber unterbrochen oder begrenzt wurde, hat Anspruch auf einen Ausgleich für die Einkommensverluste, die sich aus der Unterbrechung oder Begrenzung ihrer Einspeisung auf einen Wert unterhalb ihrer ständigen Einspeisekapazität ergeben, unter der Bedingung, dass alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Stromerzeugungsanlage verfügt über eine maximale Einspeiseleistung, die 5 kVA überschreitet;

2° die Stromerzeugungsanlage ist an einem Stromerzeugungsstandort niedergelassen, der über eine Bescheinigung zur Herkunftsgarantie verfügt;

3° auf die Stromerzeugungsanlage ist keiner der Ausnahmefälle nach Artikel 26 § 2ter Absatz 1 Ziffer 1 und 2 des Dekrets anwendbar.

Art. 6 - § 1 - Der Netzbetreiber trifft alle nützlichen und angemessenen Maßnahmen zur Begrenzung der Auswirkungen der zur Sicherung der operativen Sicherheit des Netzes durchgeführten Aktionen.

§ 2 - Was die geplanten Eingriffe betrifft, muss der Netzbetreiber nachweisen können, welche Mittel er eingesetzt hat, um sowohl die Häufigkeit als die Dauer der zur Sicherung der operativen Sicherheit des Netzes vorgenommenen Verringerungen der Stromeinspeisung zu minimieren, insbesondere indem er gleichzeitige Instandhaltungsarbeiten seitens des Netzbetreibers und des Erzeugers gefördert hat.

§ 3 - Anschließend an eine Notfallsituation unterliegt der Netzbetreiber einer Frist, nach deren Ablauf der Erzeuger für die Einkommensverluste, die für eine Ausgleichszahlung zulässig sind, entschädigt wird. Diese Frist beträgt sechs Stunden, und läuft ab dem Eintreten dieser Notfallsituation. Diese Frist kann auf einen bei der CWaPE gestellten, begründeten Antrag unter Bezug auf die operative Sicherheit verlängert werden.

§ 4 - Wenn der Netzbetreiber sich auf eine Notfallsituation beruft, weist er innerhalb einer Frist von höchstens dreißig Tagen ab dem Auftreten der Notfallsituation bei der CWaPE die Unvorhersehbarkeit des den Notfall verursachenden Ereignisses nach.

Art. 7 - § 1 - Wenn die Gewährung einer ständigen Kapazität zusätzlich zu der sofort verfügbaren Kapazität seitens des Netzbetreibers die Durchführung von wirtschaftlich gerechtfertigten Arbeiten im Sinne von Kapitel 3 erfordert hat, wird die Ausgleichszahlung betreffend die zusätzliche ständige Kapazität, die Gegenstand dieser Arbeiten gewesen ist, erst nach dem Ablauf der Frist geschuldet, innerhalb deren sich der Netzbetreiber zur Durchführung dieser Arbeiten verpflichtet hatte. Die vor den Arbeiten verfügbare ständige Kapazität ist jedoch Gegenstand einer sofortigen Ausgleichszahlung.

§ 2 - Die in Paragraph 1 genannte Frist fängt am Tage der Unterzeichnung des Anschlussvertrags für eine Höchstdauer von fünf Jahren an. Diese Frist kann durch einen begründeten Beschluss der CWaPE verlängert werden, wenn die Verspätung bei der Anpassung des Netzes auf Umstände zurückzuführen ist, über die der Netzbetreiber keine Kontrolle hat. Was das Niederspannungsverteilernetz betrifft, beträgt diese Höchstfrist ein Jahr, außer in außergewöhnlichen und gebührend begründeten Fällen, für die eine vorherige Genehmigung der CWaPE erforderlich ist.

Abschnitt 2 — Durchführungsmodalitäten betreffend die Ausgleichszahlung

Art. 8 - § 1 - Der Betreiber des Verteilernetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes schlägt den Stromerzeugern, die an das Hoch- oder Mittelspannungsnetz angeschlossen sind, Anschlussverträge mit flexiblem Zugang vor.

§ 2 - Jeder Vertrag enthält folgende Angaben:

1° die sofort verfügbare ständige Einspeisekapazität, die dem Antragsteller gewährt wird, und gegebenenfalls die ständigen Einspeisekapazitäten, die künftig gewährt werden unter Berücksichtigung der als wirtschaftlich gerechtfertigt betrachteten Kapazitätserhöhungen;

2° die sofort verfügbare flexible Einspeisekapazität, die dem Erzeuger gewährt wird, und gegebenenfalls die flexiblen Einspeisekapazitäten, die künftig gewährt werden unter Berücksichtigung der als wirtschaftlich gerechtfertigt betrachteten Kapazitätserhöhungen;

3° die Bestimmungen für die Verringerung oder Unterbrechung der Einspeisung, insbesondere unter Berücksichtigung der vom Erzeuger mitgeteilten Betriebszeiten des Erzeugungsstandorts;

4° gegebenenfalls die Fristen, innerhalb deren sich der Netzbetreiber dazu verpflichtet, die wirtschaftlich gerechtfertigten Kapazitätserhöhungen durchzuführen, die erforderlich sind, um der Einspeisungsnachfrage des Erzeugers gerecht zu werden;

5° die Modalitäten betreffend die Gewährung der Ausgleichszahlung für die Einkommensverluste anschließend an die Verringerung oder Unterbrechung der Einspeisung, einschließlich der grünen Zertifikate oder der sonstigen Regelungen zur Stützung der Stromerzeugung;

6° die Modalitäten für die Einschätzung des Volumens der im Falle einer vom Netzbetreiber auferlegten Zugangseinschränkung nicht eingespeisten Wirkenergie;

7° die Modalitäten, um bei einer Verringerung oder Unterbrechung der Einspeisung gegebenenfalls den Zuständigkeitskreis des Ausgleichsverantwortlichen anzupassen;

8° die auf historischen und statistischen Daten beruhenden Prognosen in Bezug auf die Wahrscheinlichkeit des Auftretens einer Situation, in der eine Verringerung oder Unterbrechung der Einspeisung nötig würde;

9° die Modalitäten zur Unterrichtung in Bezug auf die geplanten Instandsetzungsarbeiten für diejenigen Bestandteile des Netzes, deren Verfügbarkeit zur Gewährleistung der vom Erzeuger verlangten Einspeisekapazität kritisch ist.

Was Ziffer 8 betrifft beruhen die Prognosen auf historischen und statistischen Daten, und sind demnach keine absolute Garantie für die Zukunft.

§ 3 - Innerhalb von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses legen die Netzbetreiber der CWaPE die nach dem 1. Januar 2015 abgeschlossenen Anschlussverträge und die zur Gewährleistung der Übereinstimmung mit vorliegenden Vorschriften notwendigen Anpassungen an diesen Verträgen in elektronischem Format vor.

Art. 9 - § 1 - Der Betreiber des Netzes, an das die Erzeugungsanlage angeschlossen ist, ist für die Einschätzung der Wirkenergievolumen, die nicht erzeugt werden konnten, verantwortlich.

§ 2 - Innerhalb von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses schlagen die Netzbetreiber eine Methode zur Einschätzung der nicht erzeugten Wirkenergievolumen vor. Diese Methode wird der vorherigen Stellungnahme der Erzeuger unterworfen und muss von der CWaPE genehmigt werden. Sie beruht auf auditierbaren Daten, ist dem jeweiligen Erzeugungsverfahren und seiner Leistungsklasse angepasst, und berücksichtigt den vernünftigerweise (nicht) vorhersehbaren Charakter der Primärenergiequelle.

Nachdem die Methode zur Einschätzung der nicht erzeugten Wirkenergievolumen von der CWaPE genehmigt worden ist, wird sie auf der Website der verschiedenen Netzbetreiber veröffentlicht.

§ 3 - Die Ausgleichszahlung wird auf der Grundlage eines nicht erzeugten Wirkenergievolumens eingeschätzt, das für jede in Viertelstunden ausgedrückte Elementarperiode berechnet wird, die die Geltungsdauer des Befehls zur Verringerung oder Unterbrechung darstellt. Wenn das Sollwertsignal die ständige Einspeisekapazität unterschreitet und der Erzeuger dieses Sollwertsignal einhält, wird das Wirkenergievolumen, das Anlass zu einer Ausgleichszahlung gibt, auf der Grundlage des kleinsten positiven Werts berechnet zwischen der eingeschätzten potentiellen Stromerzeugung minus die Erzeugung, die dem ersten verfügbaren Betriebspunkt, der das Sollwertsignal einhält, entspricht, einerseits, und der Erzeugung, die der ständigen Einspeisekapazität nach dem Anschlussvertrag entspricht, minus die Erzeugung, die dem ersten verfügbaren Betriebspunkt, der das Sollwertsignal einhält, entspricht, andererseits. Unter potenzieller Stromerzeugung versteht man das Energievolumen, das ohne das Sollwertsignal erzeugt worden wäre. Bei der Ermittlung der Erzeugung, die der Sollwertleistung entspricht, werden die für den Eigenverbrauch genutzten Wirkenergievolumen berücksichtigt.

§ 4 - Was die Erzeugungsverfahren mit schwankender Leistung betrifft, worunter die Windkraft und die Photovoltaik, beruht die Einschätzung auf einem Referenzprofil aufgrund der Messdaten für ähnliche Erzeugungsstandorte in der Wallonischen Region. Die einzelnen Merkmale des Erzeugungsstandorts werden durch die Anwendung eines Qualitätsfaktors berücksichtigt, der als das Verhältnis zwischen der von einem Erzeugungsstandort über einen bestimmten Zeitraum gelieferten Leistung und dem Produkt aus seiner erzeugbaren elektrischen Nettoleistung und dem Referenzprofil der gleichartigen Erzeugungsstandorte über denselben Zeitraum definiert wird. Der Qualitätsfaktor wird für jeden Erzeugungsstandort einzeln definiert und wird jährlich aktualisiert. Wenn es keine historischen Daten gibt, wird davon ausgegangen, dass der Qualitätsfaktor eines Erzeugungsstandorts gleich eins ist.

§ 5 - Was die Erzeugungsverfahren betrifft, deren Leistung gerechtfertigterweise als vorhersehbar oder kontrollierbar bezeichnet werden kann, kann die Einschätzung auf den Ernennungsdaten beruhen, wenn diese verfügbar sind, oder auf den vom Erzeuger mitgeteilten Vorausschätzungen oder aber auf den gerade vor oder nach der Aktivierung gemessenen Daten.

§ 6 - Wenn sich die Modulation aus der Einschaltung eines lokalen automatischen Systems anschließend an die Erfassung einer Überspannung, in Übereinstimmung mit den sich aus dem Anschlussvertrag ergebenden technischen Vorschriften, ergibt, beruht der Ausgleich der Einkommensverluste in Abweichung von Paragraphen 1 bis 5 auf den vom Erzeuger mitgeteilten historischen Daten des Produktions- und Auslöseprofils oder auf den historischen Daten in Bezug auf die ins Netz eingespeiste Leistung, wenn letztere Informationen verfügbar sind, und den vom Zähler des Netzbetreibers gemessenen Spannungsbereichen.

§ 7 - Nachdem eine Einigung zwischen dem Erzeuger und dem Betreiber des Verteilernetzes, an das er angeschlossen ist, sowie die Billigung durch die CWaPE erzielt worden sind, kann in Abweichung von den Paragraphen 1 bis 6 eine alternative Methode zur Einschätzung der nicht erzeugten Energievolumen angewandt werden.

Art. 10 - § 1 - Die Ausgleichszahlung für die vom Erzeuger erlittenen Einkommensverluste muss in Übereinstimmung mit Artikel 26 § 2^{quinquies} des Dekrets vom betreffenden Netzbetreiber geleistet werden.

Wenn der Netzbenutzer das Sollwertsignal binnen der auferlegten Fristen nicht einhält und bei Gefahr einer Überschreitung der operativen Sicherheitsgrenze des Netzes kann der Netzbetreiber die Erzeugung, bei der dieses Sollwertsignal nicht eingehalten wird, ohne Ausgleichszahlung für die vom Erzeuger erlittenen Einkommensverluste unterbrechen.

§ 2 - Die Ausgleichszahlung betrifft sowohl die Elektrizität, die nicht erzeugt werden konnte, als die grünen Zertifikate oder die sonstigen Regelungen zur Stützung der Stromerzeugung, die dem Erzeuger nicht gewährt werden konnten. Die Ausgleichszahlung wird bestimmt, indem auf das auszugleichende Energievolumen ein Referenzpreis angewandt wird, der den dem Erzeuger auferlegten Einkommensverlust widerspiegelt, und bei dem die jeweilige Unterstützungsregelung berücksichtigt wird. Die für die Einspeisung ins Netz eingesparten Kosten werden von diesem Referenzpreis abgezogen.

§ 3 - Der Betreiber des Verteilernetzes oder der Betreiber des Übertragungsnetzes/lokalen Übertragungsnetzes trägt die Kosten für den Ausgleich je nach dem die Kapazität begrenzenden Bestandteil. Dem Erzeuger wird die Ausgleichszahlung auf einer vierteljährlichen Grundlage für die Standorte mit einer maximalen Einspeiseleistung über 250 kVA, und auf einer jährlichen Grundlage für die Standorte mit einer maximalen Einspeiseleistung unter oder gleich 250 kVA zugeteilt.

Die gesamten Aktivierungen eines Quartals bzw. Jahres müssen binnen 3 Monaten nach dem Ende des betreffenden Quartals bzw. Jahres ausgeglichen werden, unter Vorbehalt der Prüfung der Gewährungsbedingungen dieser Ausgleichszahlung.

§ 4 - Binnen zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses legen die Netzbetreiber das Verfahren zum Ausgleich der vom Erzeuger erlittenen Einkommensverluste fest und unterbreiten es der CWaPE zur Genehmigung. Die Ausgleichszahlungen bestehen aus einfachen Finanztransaktionen, die binnen drei Monaten nach dem Ende des betreffenden Quartals bzw. Jahres gemäß Paragraph 3 getätigt werden. Bei diesem Verfahren werden das Zählverfahren des Erzeugers, das Vorhandensein oder das Nichtvorhandensein eines Kontroll- und Steuerungssystems sowie der Gültigkeitszeitraum der Regelung zur Unterstützung der Grünstromerzeugung aufgrund der vom Grünstromerzeuger übermittelten Daten berücksichtigt.

§ 5 - Die Ausgleichszahlung besteht aus drei Teilen: einer Komponente A, deren Zweck darin besteht, den Wert des Stroms, der nicht erzeugt werden konnte, auszugleichen; einer Komponente B, deren Zweck darin besteht, die grünen Zertifikate oder jede sonstige Regelung zur Stützung der Stromerzeugung, die dem Erzeuger nicht gewährt werden konnte, auszugleichen; und einer Komponente C, die darin besteht, die vom Erzeuger ersparten Kosten von den anderen Komponenten abzuziehen.

Die Komponente A wird auf der Grundlage einer Referenzformel festgelegt, die den Wert des Stroms, der nicht erzeugt werden konnte, berücksichtigt.

Die Komponente B wird auf der Grundlage einer Referenzformel festgelegt, die die Unterstützungsregelung berücksichtigt.

Die Komponente C wird auf der Grundlage einer Referenzformel festgelegt, welche die durch die verringerte Netzeinspeisung eingesparten Kosten berücksichtigt. Die zur Berechnung der Komponenten A, B und C benutzten Referenzformeln werden nach Rücksprache mit den Erzeugern und Netzbetreibern von der CWaPE festgelegt, und auf ihrer Website veröffentlicht.

Art. 11 - § 1 - Die Netzbetreiber setzen unverzüglich einen Mechanismus zur Information des Markts über die Begrenzungssignale und zur Anpassung des Zuständigkeitskreises des Ausgleichsverantwortlichen für den Erzeuger betreffend die auszugleichenden Volumen um, dies unter Vorbehalt der Zustimmung der CWaPE über den verhältnismäßigen Charakter der Kosten für die Umsetzung dieses Mechanismus angesichts der auszugleichenden Energievolumen. Sobald dieser Mechanismus funktionstüchtig ist, ersetzt er den Mechanismus zur direkten Ausgleichszahlung an den Erzeuger nach Artikeln 10 § 3 und 10 § 4, dies jedoch nur für die Komponente A nach Artikel 10 § 5.

§ 2 - Wenn die Stromerzeugung vom Netzbetreiber unterbrochen oder begrenzt worden ist, benachrichtigt der Netzbetreiber, von dem das Sollwertsignal ausgegangen ist, ebenfalls den Betreiber des Übertragungsnetzes über die Volumen nicht eingespeister Wirkenergie. Der Betreiber des Übertragungsnetzes informiert unverzüglich den Ausgleichsverantwortlichen über die aktivierten Volumen, dies in einer aggregierten Form für seinen gesamten Aufgabenbereich. Der Betreiber des Netzes, an das der Erzeuger angeschlossen ist, teilt diese Information ebenfalls dem Zugangsinhaber mit, der diese Information für jede Zugangsstelle getrennt erhält.

KAPITEL 3 — Die Kosten-Nutzen-Analyse

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 12 - In vorliegendem Kapitel werden in Anwendung von Artikel 26 § 2^{quater} des Dekrets die Berechnungsmodalitäten präzisiert, die angewandt werden, um den wirtschaftlich gerechtfertigten oder nicht gerechtfertigten Charakter eines Projekts zur Anpassung des Netzes zu bestimmen, das darin besteht, einen projizierten Grünstromerzeugungsstandort, dessen Leistung 5 kVA übertrifft, mit einer zusätzlichen Einspeisekapazität zu versehen im Vergleich mit derjenigen, die in der Referenzlage verfügbar ist.

Abschnitt 2 — Vorstudie

Art. 13 - Der Betreiber des Verteilernetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes, der auf einen Antrag auf Anschluss eines Grünstromerzeugungsstandorts nicht ganz eingehen kann, erstellt eine Vorstudie, die dafür bestimmt ist, es der CWaPE zu ermöglichen, den wirtschaftlich gerechtfertigten des Projekts zur Anpassung des Netzes zu ermitteln, um diesem Antrag auf optimale Weise gerecht zu werden.

Art. 14 - § 1 - In seiner Vorstudie beschreibt und ggf. rechtfertigt der Netzbetreiber die technisch-wirtschaftlichen Merkmale des Projekts zur Anpassung des Netzes und der Referenzlage nach Artikel 25. Die technisch-wirtschaftlichen Merkmale des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts, für den der Anschlussantrag gestellt wird, werden ebenfalls beschrieben.

§ 2 - Die Beschreibung und Rechtfertigung nach Paragraph 1 umfasst:

1° die gesamten Elemente zur Begründung der Angemessenheit des Projekts zur Anpassung des Netzes im Vergleich mit den anderen denkbaren technischen Lösungen angesichts des Antrags auf Anschluss des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts;

2° ggf. eine Beschreibung der in Anwendung von Artikel 15 § 1 und § 2 des Dekrets untersuchten Maßnahmen, um die Notwendigkeit einer Netzverstärkung im Hinblick auf den Antrag auf Anschluss des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts zu vermeiden.

§ 3 - Der Netzbetreiber ergänzt die Vorstudie mit einer technisch-wirtschaftlichen Analyse, die auf der Anwendung der Berechnungsmodalitäten nach den Abschnitten 4 und 5 beruht.

§ 4 - In seiner Vorstudie kann der Netzbetreiber von den Standardwerten, so wie sie in Anwendung vorliegenden Erlasses bestimmt werden, abweichen, soweit er dies begründet.

§ 5 - Der Netzbetreiber fügt der Studie die Belege bei, die es der CWaPE im Rahmen der Kosten-Nutzen-Analyse nach Abschnitt 3 ermöglichen, die technischen Optionen und technisch-wirtschaftlichen Werte zu validieren, die der Netzbetreiber insbesondere im Rahmen der Ausarbeitung der in Artikel 22 erwähnten spezifischen Zahl für das untersuchte Projekt zur Anpassung des Netzes gewählt hat.

Art. 15 - Wenn das Projekt zur Anpassung des Netzes mehrere Netzbetreiber betrifft, stimmt sich der Betreiber des Netzes, an das der Anschluss erfolgt ist, mit den anderen betroffenen Netzbetreibern ab, insbesondere im Rahmen der Bestimmung der Werte und Parameter in Verbindung mit der projizierten Anpassung und der Referenzlage nach Artikel 25.

Art. 16 - Nach Abstimmung mit den Netzbetreibern und Konsultation der Erzeuger kann die CWaPE ein Muster der Vorstudie, und ggf. ein Muster für eine Synthese der Vorstudie erstellen.

Art. 17 - § 1 - Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Anschlussantrags sendet der Netzbetreiber die Vorstudie und ihren Anhang auf elektronischem Wege der CWaPE zu. Diese Frist kann um fünfzehn Tage verlängert werden, wenn mehrere Netzbetreiber durch das Projekt zur Anpassung des Netzes betroffen sind.

§ 2 - Innerhalb derselben Frist wie derjenigen nach Paragraph 1 sendet der Netzbetreiber dem Antragsteller eine Synthese der Vorstudie, so wie sie gemäß Artikel 16 von der CWaPE erstellt wurde, auf elektronischem Wege zu. Der Netzbetreiber informiert ebenfalls den Antragsteller über die ihm eingeräumte Möglichkeit, binnen dreißig Tagen ab der elektronischen Zusendung von der CWaPE angehört zu werden, im Hinblick auf die Feststellung des wirtschaftlich gerechtfertigten Charakters des Projekts zur Anpassung des Netzes.

Abschnitt 3 — Kosten-Nutzen-Analyse

Art. 18 - § 1 - Die CWaPE benachrichtigt den Netzbetreiber über die Vollständigkeit der Vorstudie und ihres Anhangs binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang dieser Studie. Gegebenenfalls verlangt die CWaPE binnen derselben Frist von dem Netzbetreiber alle weiteren, in der Vorstudie und ihrem Anhang fehlenden Unterlagen, die zur Durchführung der Kosten-Nutzen-Analyse notwendig sind. Sie legt eine vernünftige Frist fest, innerhalb deren der Netzbetreiber seine Vorstudie ergänzt. Diese Frist darf jedenfalls nicht mehr als fünfzehn Tage ab der Einsendung des Antrags auf Ergänzung betragen.

§ 2 - Die Frist nach Artikel 21 § 1 fängt erst an, nachdem die Vorstudie und ihr Anhang vollständig sind.

Art. 19 - § 1 - Wenn die CWaPE die Vorstudie als vollständig betrachtet, führt sie die Kosten-Nutzen-Analyse des Projekts zur Anpassung des Netzes durch, die auf der Anwendung der Berechnungsmodalitäten nach den Abschnitten 4 und 5 beruht.

§ 2 - Im Rahmen der Durchführung der Kosten-Nutzen-Analyse nach Paragraph 1 kann die CWaPE, wenn sie dies begründet, von den vom Netzbetreiber benutzten Werten oder von den in Anwendung vorliegenden Erlasses festgelegten Standardwerten abweichen.

§ 3 - Um weitere Anhaltspunkte für die Kosten-Nutzen-Analyse des Projekts zur Anpassung des Netzes zu liefern, kann die CWaPE in Abweichung von Artikel 18 § 1 von dem Netzbetreiber verlangen, dass er die Vorstudie unter Berücksichtigung von anderen Annahmen als denjenigen der ursprünglichen Vorstudie ergänzt. Sie legt eine vernünftige Frist fest, innerhalb deren der Netzbetreiber seine Vorstudie ergänzt. Diese Frist darf jedenfalls nicht mehr als dreißig Tage ab der Einsendung des Antrags auf Ergänzung betragen.

Art. 20 - § 1 - Nach dem Empfang der Vorstudie kann der Antragsteller darum ersuchen, binnen einer Höchstfrist von dreißig Tagen ab der Einsendung der Vorstudie von der CWaPE im Rahmen des Verfahrens zur Untersuchung des wirtschaftlich nicht gerechtfertigten Charakters des Projekts zur Anpassung des Netzes angehört zu werden. Der Antragsteller kann insbesondere alternative Lösungen vorschlagen. Sofern die vorgenannte Frist eingehalten wird, hört die CWaPE den Antragsteller an, falls dieser es beantragt.

§ 2 - Wenn offensichtlich wird, dass das Projekt zur Anpassung des Netzes am Abschluss der Kosten-Nutzen-Analyse als wirtschaftlich nicht gerechtfertigt eingeschätzt sein wird, informiert die CWaPE den Antragsteller darüber unter Vorbehalt der Konsultation in Anwendung von Paragraph 1, wobei sie die Frist angibt, die dreißig Tage nicht überschreiten kann, innerhalb deren der Antragsteller seine Bemerkungen, Begründungen oder jede weitere ergänzende Information mitteilen kann. Sofern die vorgenannte Frist eingehalten wird, hört die CWaPE den Antragsteller an, falls dieser es beantragt.

Art. 21 - § 1 - Die CWaPE teilt dem Netzbetreiber und dem Antragsteller ihren Beschluss über den wirtschaftlich gerechtfertigten Charakter des Projekts zur Anpassung des Netzes binnen sechzig Tagen ab dem Eingang der letzten Informationen zur Ergänzung der Vorstudie oder binnen dreißig Tagen ab dem Eingang der Ergänzungen in Anwendung von Artikel 20 per Einschreiben oder durch Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung mit.

§ 2 - Im Falle einer Vorstudie, die zu dem Schluss kommt, dass ein Anpassungsprojekt wirtschaftlich gerechtfertigt ist, kann die CWaPE in Abweichung von Paragraph 1 und innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Mitteilung der Benachrichtigung nach Artikel 18 oder ab dem Eingang der letzten Ergänzungen zur Vorstudie oder der in Anwendung von Artikel 20 mitgeteilten Ergänzungen die Ergebnisse der Studie anfechten. Wenn die CWaPE binnen dieser Frist nicht reagiert, gilt das Anpassungsprojekt als wirtschaftlich gerechtfertigt.

§ 3 - Wenn die CWaPE die Ergebnisse einer günstigen Vorstudie anfecht, stimmt sie sich mit dem Netzbetreiber ab, um eine Kosten-Nutzen-Analyse durchzuführen. Der Netzbetreiber kann gegebenenfalls, im Einvernehmen mit der CWaPE, eine neue Vorstudie in Übereinstimmung mit den Vorschriften vorliegenden Erlasses durchführen.

*Abschnitt 4 — Berechnungsmodalitäten**Unterabschnitt 1 — Allgemein geltende Bestimmungen zu den Berechnungsmodalitäten*

Art. 22 - § 1 - Die im Rahmen der Vorstudie und der Kosten-Nutzen-Analyse durchgeführte technisch-wirtschaftliche Analyse beruht auf einem Vergleich zwischen:

1° einer spezifischen Zahl für das untersuchte Projekt zur Anpassung des Netzes einerseits, bestehend aus einem Zähler, der die Kosten für das Projekt zur Anpassung des Verteilernetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes widerspiegelt, und einem Nenner, der die erwartete Stromproduktion des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts widerspiegelt, und

2° einer Referenzzahl andererseits, die die maximalen Investitionsreferenzkosten je Einheit widerspiegelt, und die gegebenenfalls aufgrund eines Berichtigungskoeffizienten angepasst wird, mittels dessen eine festgestellte oder erwartete signifikante strukturelle Abweichung zum informativen schrittweisen Kurs je Erzeugungsverfahren berücksichtigt wird, insofern eine der mutmaßlichen Ursachen dieser Abweichung auf die in Anwendung der Abschnitte 4 und 5 erstellten Berechnungsmodalitäten zurückzuführen ist.

§ 2 - Das Projekt zur Anpassung des Netzes wird als wirtschaftlich gerechtfertigt eingeschätzt, wenn die spezifische Zahl für das untersuchte Projekt zur Anpassung des Netzes nicht höher als die Referenzzahl ist.

§ 3 - Die CWaPE legt einen Bezugswert für den Berichtigungskoeffizienten nach Paragraph 1 fest.

Dieser Berichtigungskoeffizient kann je nach dem berücksichtigten Verfahren zur Erzeugung von Grünstrom oder je nach dem Spannungsniveau, an das der projizierte Grünstromerzeugungsstandort angeschlossen ist, schwanken.

§ 4 - Nach Abstimmung mit den Netzbetreibern, den Erzeugern und der Verwaltung legt die CWaPE einen Bezugswert für die maximalen Investitionsreferenzkosten je Einheit nach Paragraph 1 fest.

§ 5 - Innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und nach Abstimmung mit den Netzbetreibern, den Erzeugern und der Verwaltung veröffentlicht die CWaPE die Methodik zur Anwendung der in den Abschnitten 4 und 5 bestimmten Berechnungsmodalitäten.

§ 6 - Innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und nach Abstimmung mit den Netzbetreibern, den Erzeugern und der Verwaltung veröffentlicht die CWaPE die notwendigen Bezugswerte zwecks der Untersuchung des wirtschaftlich gerechtfertigten Charakters eines Projekts zur Anpassung des Netzes im Hinblick auf die Gewährung, zugunsten eines projizierten Grünstromerzeugungsstandorts, einer zusätzlichen Einspeisekapazität im Vergleich mit der unverzüglich verfügbaren Kapazität.

Unterabschnitt 2 — Festlegung des Zählers

Art. 23 - § 1 - Der Zähler im Sinne von Artikel 22 stellt den Unterschied dar zwischen den Kosten in Verbindung mit dem Projekt zur Anpassung des Verteilernetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes, um einem Antrag auf Anschluss eines geplanten Grünstromproduktionsstandorts auf optimale Weise gerecht zu werden, einerseits, und den Kosten in Verbindung mit einer Referenzlage, andererseits.

§ 2 - Die in Paragraph 1 erwähnten Kosten bestehen in den Investitionskosten betreffend den bzw. die durch das Anpassungsprojekt betroffenen Abschnitte des Netzes, ggf. einschließlich der in Anwendung von Artikel 26 § 2ter des Dekrets gewährten Ausgleichszahlungen. Die Beteiligungen von Drittpersonen, im Falle der Durchführung der Arbeiten zur Anpassung des Netzes, werden von den Investitionskosten abgerechnet.

Die CWaPE kann einen Standardwert für die Ausgleichszahlungen nach Absatz 1 festlegen.

§ 3 - Die in Paragraph 2 erwähnten Kosten werden unter Berücksichtigung folgender Faktoren festgelegt:

1° die erwartete Benutzung der betroffenen Investition(en) in das Netz am Ende der wirtschaftlichen Lebensdauer des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts;

2° die erwartete Benutzung der betroffenen Investition(en) in das Netz über die Leistung hinaus, die Gegenstand des Anschlussantrags ist.

Die CWaPE kann Standardwerte für die Parameter bestimmen, die bei der Festlegung der Kosten nach Absatz 1 Anwendung finden.

§ 4 - In Abweichung von Paragraph 2 kann die CWaPE in Absprache mit den Netzbetreibern und Erzeugern eine Methode festlegen, anhand derer die Betriebskosten in die Berechnungsmodalitäten mit einbezogen werden können, insofern man betrachten kann, dass sie offensichtlich mit der Gewährung einer zusätzlichen Einspeisekapazität zugunsten des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts, von dem der Anschlussantrag ausgeht, in Verbindung stehen. Diese Kosten kommen als Ergänzung zu den in Paragraph 2 genannten Kosten hinzu.

§ 5 - Die ggf. erwarteten Einnahmen des Netzbetreibers aus der Anwendung von Einspeisetarifen auf den projizierten Stromerzeugungsstandort werden von den Investitionskosten, so wie sie gemäß Paragraph 1 bis 4 eingeschätzt werden, abgezogen.

Der Abzug der Einnahmen nach Absatz 1 kann vollständig oder teilweise reduziert werden, wenn sich herausstellt, dass die in Anwendung des Dekrets eingeführte Regelung zur Unterstützung der Grünstromerzeugung eine Erhöhung der Einnahmen des Antragstellers ermöglicht, die seine mit den Einspeisetarifen verbundenen Kosten ganz oder teilweise auszugleichen vermag.

Die CWaPE kann einen Standardwert für die Einnahmen aus der Anwendung von Einspeisetarifen auf den projizierten Grünstromerzeugungsstandort festlegen.

Unterabschnitt 3 — Festlegung des Nenners

Art. 24 - § 1 - Der Nenner im Sinne von Artikel 22 ergibt sich aus dem Unterschied zwischen der eingeschätzten Wirkenergieerzeugung des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts im Falle der Durchführung des Projekts zur Anpassung des Netzes einerseits und der eingeschätzten Wirkenergieerzeugung desselben projizierten Grünstromerzeugungsstandorts in Verbindung mit der Referenzlage andererseits.

§ 2 - Für die Einschätzung nach Paragraph 1 werden die wirtschaftliche Lebensdauer des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts, sein Produktionsprofil und die ständige und flexible Einspeisekapazität, die der den Gegenstand des Anschlussantrags bildenden Erzeugungseinheit gewährt wird, berücksichtigt.

§ 3 - Bei einer flexiblen Einspeisekapazität werden bei der Einschätzung der Wirkenergieerzeugung die Prognosen bezüglich der Gefahr einer Situation, die zur Verringerung oder Unterbrechung der Einspeisung führen kann, mit Ausnahme von Notfällen, berücksichtigt.

§ 4 - Die CWaPE kann Standardwerte für die wirtschaftliche Lebensdauer und das Erzeugungsprofil des projizierten Grünstromerzeugungsstandorts festlegen. Diese Standardwerte können je nach den Grünstromerzeugungsverfahren unterschiedlich sein.

§ 5 - Die CWaPE kann Standardprofile für die jährliche Produktion je nach Erzeugungsverfahren festlegen.

Unterabschnitt 4 — Referenzlage

Art. 25 - § 1 - Standardmäßig ist die in Artikel 23 § 1 und 24 § 1 genannte Referenzlage diejenige, die im letzten durch die CWaPE genehmigten Plan zur Anpassung des Netzes definiert wurde, gegebenenfalls angepasst, um den Projekten zur Anpassung des Netzes, die vorher nach einer gemäß Abschnitt 4 und 5 angewandten Kosten-Nutzen Analyse als wirtschaftlich gerechtfertigt bezeichnet worden sind, und den bereits vertraglich festgelegten, aber noch nicht in Betrieb genommenen Entnahme- oder Einspeisekapazitäten Rechnung zu tragen.

§ 2 - Soweit dies begründet wird, kann die in der Vorstudie oder in der Kosten-Nutzen Analyse berücksichtigte Referenzlage von derjenigen abweichen, die in § 1 erwähnt wird.

*Abschnitt 5 — Spezifische Bestimmungen in Bezug auf den Anschluss
der Grünstromerzeugungsstandorte mit einer Leistung von mehr als 5 kVA bis zu 250 kVA*

Art. 26 - Falls ein Projekt zur Anpassung des Netzes, das darauf abzielt, einen geplanten Grünstromerzeugungsstandort mit einer Leistung von mehr als 5 kVA bis zu 250 kVA mit einer zusätzlichen Einspeisekapazität zu versehen, keine Investition auf einer höheren Spannungsebene als 1 kV erfordert, gilt das Projekt zur Anpassung des Netzes abweichend von Artikel 13 und 22 als wirtschaftlich gerechtfertigt.

Art. 27 - § 1 - Falls ein Projekt zur Anpassung des Netzes, das darauf abzielt, einen geplanten Grünstromerzeugungsstandort mit einer Leistung von mehr als 5 kVA bis zu 250 kVA mit einer zusätzlichen Einspeisekapazität zu versehen, Investitionen auf einer höheren Spannungsebene als 1 kV erfordert, erstellt der Netzbetreiber abweichend von Artikel 13 und 22 eine Vorstudie über den wirtschaftlich gerechtfertigten Charakter des Projekts zur Anpassung des Netzes, durch welches dem Anschlussantrag auf optimale Weise Rechnung getragen werden kann.

In diesem Fall:

1° werden bei der Festlegung der in Artikel 23 § 2 genannten Kosten einerseits, abweichend von Artikel 23 § 3, nur die voraussichtliche Ausnutzung der betroffenen Netz-Investition(en) jenseits der Leistung, die Gegenstand des Anschlussantrags ist, und andererseits, nur die Kosten der auf einer höheren Spannungsebene als 1 kV getätigten Investitionen berücksichtigt;

2° wird der in Artikel 22 § 1 erwähnte Nenner, abweichend von Artikel 24 § 1, auf der Grundlage der Einschätzung der Wirkenergieerzeugung festgesetzt, die erwartungsgemäß aus dem von den durch das Projekt zur Anpassung des Netzes betroffenen Abschnitten abgedeckten Bereich stammen sollte.

§ 2 - Grundlage für die Einschätzung der Wirkenergieerzeugung, die erwartungsgemäß aus dem von den durch das Projekt zur Anpassung des Netzes betroffenen Abschnitten abgedeckten Bereich stammen sollte, sind die bereitstehende und voraussichtliche Erzeugungskapazität in dem in § 1 genannten Bereich, die Produktionsprofile am Investitionsstandort je nach dem Grünstromerzeugungsverfahren und die mittlere wirtschaftliche Nutzungsdauer der im Rahmen des Projekts zur Anpassung des Netzes berücksichtigten Investitionen, gewichtet mit deren jeweiligen Kosten.

Die CWaPE legt Bezugswerte für die jährlichen Nutzungszeiten je Grünstromerzeugungsverfahren und für die wirtschaftliche Nutzungsdauer der jeweiligen Netz-Investitionen im Hinblick auf die Umsetzung von Absatz 1 fest.

§ 3 - Kommt die Vorstudie zur Schlussfolgerung, dass ein Projekt zur Anpassung des Netzes, das darauf abzielt, einen geplanten Grünstromerzeugungsstandort mit einer Leistung von mehr als 5 kVA bis zu 250 kVA mit einer zusätzlichen Einspeisekapazität zu versehen, wirtschaftlich gerechtfertigt ist, dann teilt der Netzbetreiber dies der CWaPE per E-Mail mit. Der Netzbetreiber informiert ebenfalls den Antragsteller per E-Mail darüber.

Die CWaPE kann in Absprache mit den Netzbetreibern ein Muster zur Mitteilung einer positiven Vorstudie erstellen.

KAPITEL IV — Berichterstattungs- und Bekanntmachungspflichten

Art. 28 - § 1 - Die Unterbrechungen und Verringerungen der Einspeisung auf Befehl des Netzbetreibers sind Gegenstand einer Berichterstattung, insbesondere was das Volumen der nicht erzeugten Wirkenergie, die Menge Energie, die einen Anspruch auf Ausgleichszahlung für finanzielle Verluste begründet, die Leistungsebene, den Zeitpunkt der Aktivierung und die Dauer betrifft.

§ 2 - Der Anschluss der dezentralen Erzeugungseinheiten an das Verteilernetz ist Gegenstand einer Berichterstattung durch den Netzbetreiber an die CWaPE.

§ 3 - Nach Absprache mit den Netzbetreibern legt die CWaPE die Tragweite, die Häufigkeit und die praktischen Modalitäten der in § 1 und § 2 erwähnten Berichterstattungen fest.

Art. 29 - Jeder Netzbetreiber veröffentlicht auf seiner Website die nach der in Artikel 3 § 2 bestimmten Methodik ermittelte, in seinem Netz bereitstehende ständige Einspeisekapazität für jede Ladungs- und Standortskategorie, die für die Planung des Netzes und insbesondere für die Größenordnung der Umwandlung in die Mittelspannung berücksichtigt wird.

KAPITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 30 - Für die historischen Stromerzeugungsanlagen ohne flexiblen Zugang entspricht die ständige Einspeisekapazität mindestens der Einspeisekapazität, die ursprünglich im Anschlussvertrag angegeben wurde. Die historischen Stromerzeugungsanlagen, die über einen sogenannten "klassischen Anschlussvertrag mit flexiblem Zugang in N-1" verfügen, werden im Rahmen des vorliegenden Erlasses neuen Stromerzeugungsanlagen gleichgestellt und ihre Anschlussverträge müssen aktualisiert werden, um den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Rechnung zu tragen. In diesem Fall wird die ständige Einspeisekapazität ausschließlich auf der Grundlage des bestehenden Netzes eingeschätzt.

Art. 31 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. November 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206014]

10 NOVEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de kosten-baten-analyse en de nadere regels voor de berekening en de uitvoering van de financiële compensatie

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke stroommarkt, inzonderheid op artikel 26, § 2ter, lid 3, en § 2quater, lid 3, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het advies CD-16f16-CWaPE-1591de van de "Commission wallonne pour l'Énergie" (Waalse Energiecommissie), uitgebracht op 21 juni 2016;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 59.928/4 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° kosten-baten-analyse : de evaluatie van het economisch verantwoord karakter, zoals bedoeld in artikel 26, § 2^{quater} van het decreet, van een project tot aanpassing van het net om zo goed mogelijk te voldoen aan de aansluitingsaanvraag voor een project voor een productiesite voor groene stroom;

2° buigzame injectiecapaciteit : het recht tot toegang tot het net, uitgedrukt in volt-ampère (VA) en aanvullend door de netbeheerder toegekend aan de producent boven op de permanente injectiecapaciteit door alle elementen van zijn net ter beschikking te stellen;

3° permanente injectiecapaciteit : het recht tot toegang tot het net, toegekend aan de producent, uitgedrukt in volt-ampère (VA) waarvan de beschikbaarheid gewaarborgd is op grond van zowel de voornaamste betrouwbaarheidselementen als de redundante betrouwbaarheidselementen van het net, en bepaald overeenkomstig de methodologie bedoeld in artikel 3, § 2;

4° de overbelasting : de staat waarin zich een onderdeel van het net bevindt wanneer de maximale transitcapaciteit is bereikt en de veiligheid van het net bedreigd kan worden;

5° de richtlijn : het bevel tot activering, door de netbeheerder gegeven aan de producent, om de injectie van elektrisch vermogen te verminderen met het oog op het voorkomen of verhelpen van overbelastingen die het stroomnet moet ondergaan, en uitgedrukt in termen van toegelaten maximaal actief injectievermogen en reactietijd;

6° de financiële compensatie: de schadeloosstelling die de producent krijgt om de inkomstenderving als gevolg van de toepassing van de richtlijn op een lagere waarde dan de permanente injectiecapaciteit of bij de werking van een plaatselijk automatisch systeem zoals bedoeld in artikel 9, § 6, te compenseren;

7° de correctie van de perimeter van de verantwoordelijke voor het evenwicht : het middel waarmee de eventuele impact van de toepassing van de richtlijn op de verantwoordelijke voor het evenwicht geneutraliseerd moet worden;

8° maximale investeringsreferentiekostprijs per eenheid: de richtprijs onder welke de kostprijs voor een project tot aanpassing van het net in verhouding tot de groene stroomproductie die zou kunnen voortvloeien uit de uitvoering ervan, economisch verantwoord is;

9° het decreet : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke stroommarkt;

10° de aansluitingsaanvraag : de som van alle, in volt-ampère (VA) uitgedrukte, vermogen dat zich na het aansluitingspunt bevindt, opgedeeld volgens primaire energiebron waarvoor de netgebruiker over een aansluiting op het net wenst te beschikken;

11° de aanvrager : de natuurlijke of rechtspersoon die een aanvraag bij de netbeheerder indient om de aansluiting te bekomen van een project voor een productiesite voor groene stroom;

12° voorafgaand onderzoek : de evaluatie door de netbeheerder van het economisch verantwoord karakter van een project tot aanpassing van het net om een project voor een productie site voor groene stroom van een bijkomende injectiecapaciteit te voorzien in verhouding tot wat toegekend wordt in de referentietoestand;

13° project tot aanpassing van het net : het project tot aanpassing van het net, opgesteld door de netbeheerder, om een project voor een productiesite voor groene stroom van een bijkomende injectiecapaciteit te voorzien in verhouding tot wat toegekend wordt in de referentietoestand;

14° aansluitingsvermogen: het maximaal vermogen, bepaald in het aansluitingscontract en uitgedrukt in voltampère (VA), waarover de distributienetgebruiker kan beschikken door zijn aansluiting;

15° aansluiting met buigzame toegang : de aansluiting waarvoor de netbeheerder tijdelijk de injectie van een producent kan beperken;

16° referentietoestand: de hypothese voor de configuratie van het net en de energiestromen op dat net, gebruikt om de in kilowattuur (kWu) uitgedrukte energie te ramen zoals die geproduceerd zal kunnen worden door een project voor een productiesite voorgroene stroom zonder project tot aanpassing van het net ander dan de goedgekeurde aanpassingsplannen die in voorkomend geval op een gemotiveerde basis aangepast worden;

17° indicatief geleidelijk traject per kanaal: het indicatief geleidelijk traject per kanaal, zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene stroom uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

18° referentiewaarde: de waarde die de CWaPE vooraf heeft vastgesteld op grond van zijn marktkennis, in voorkomend geval in overleg met de netbeheerders en waarvan de netbeheerder en de CWaPE niet mogen afwijken in het kader van het uitvoeren van het voorafgaandelijk onderzoek en van de kosten-baten-analyse;

19° standaardwaarde: de waarde die de CWaPE vooraf heeft vastgesteld op grond van zijn marktkennis, in voorkomend geval in overleg met de netbeheerders en/of de producenten en waarvan de netbeheerder en de CWaPE mits motivering en in functie van de kenmerken van het project tot aanpassing van het net mogen afwijken in het kader van het uitvoeren van het voorafgaandelijk onderzoek of van de kosten-baten-analyse;

20° niet-geïnjecteerde actieve energie: de actieve energie, berekend over de tijd tot activering van een richtlijn, bepaald door het positief verschil tussen de in artikel 9 bedoelde raming en de daadwerkelijk geïnjecteerde energie;

21° historische stroomproductie-installatie : installatie voor de productie van stroom waarvoor de datum van inbedrijfname zoals bepaald in het inbedrijfnameakkoord afgeleverd door de netbeheerder absoluut valt vóór:

- 27 juni 2014 voor de (plaatselijke) transmissienetbeheerder;

- 1 januari 2015 voor volgende netbeheerders : AIEG, AIESH, Gaselwest, PBE, Réseau d'Énergies de Wavre en RESA;

- 1 maart 2015 voor de gezamenlijke sectoren van ORES ASSETS SPRL;

22° nieuwe stroomproductie-installatie: installatie voor de productie van stroom waarvoor de datum van inbedrijfname zoals bepaald in het inbedrijfnameakkoord afgeleverd door de netbeheerder na de datum valt van:

- 27 juni 2014 voor de (plaatselijke) transmissienetbeheerder;

- 1 januari 2015 voor volgende netbeheerders: AIEG, AIESH, Gaselwest, PBE, Réseau d'Énergies de Wavre en RESA;

- 1 maart 2015 voor de gezamenlijke sectoren van ORES ASSETS SPRL;

23° ontwikkelbaar nettovermogen (Pend, kWe): elektrisch vermogen opgewekt door de productie-installatie voor de eventuele omzetting naar het net, na aftrek van het gemiddelde vermogen van de functionele uitrustingen van de installatie van het maximaal haalbare vermogen;

24° technische reglementen: het technisch reglement voor het beheer van het lokale net voor stroomtransmissie in het Waalse Gewest en de toegang ertoe en het technisch reglement voor het beheer van de stroomdistributienetten in het Waalse Gewest en de toegang ertoe, vastgesteld krachtens artikel 13 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — Financiële compensatie

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 2. § 1. De beheerders van het distributienet en van het plaatselijk transmissienet waarborgen de distributie en de transmissie van de stroom die geproduceerd wordt uit hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling.

§ 2. Overeenkomstig artikel 25decies, § 2, van het decreet mag de beheerder van het plaatselijke transmissienet de aansluiting van een productie-installatie niet weigeren wegens eventuele beperkingen van de beschikbare capaciteiten van het net of in het net stroomopwaarts of om de reden dat deze aansluiting bijkomende kosten zou teweegbrengen die zouden voortvloeien uit de eventuele verplichting om de capaciteit van de elementen van het net in het gebied gelegen in de nabijheid van het aansluitingspunt op te voeren.

§ 3. De distributienetbeheerder stelt redelijkerwijs alles in het werk om op lange termijn de capaciteit van het net te waarborgen om te voldoen aan aansluitingsaanvragen van productiesites voor groene stroom. De distributienetbeheerder kan evenwel beslissen niet volledig in te gaan op de aanvraag naar vermogen voor de aansluiting van productiesites voor groene stroom, op voorwaarde dat de CWaPE de noodzakelijke investeringen economisch onverantwoord acht met betrekking tot de in hoofdstuk 3 bedoelde kosten-baten-analyse.

Art. 3. § 1. Elke nieuwe installatie voor de stroomproductie die op het midden- en hoogspanningsnet is aangesloten is ermee verbonden via een aansluiting met buigzame toegang. De aan de producent toegekende totale injectiecapaciteit kan bestaan uit een vast en een buigzaam onderdeel.

De productie van die installatie kan verminderd of onderbroken worden indien er een risico bestaat op overschrijding van de operationele veiligheidsgrens van het net.

In dat geval, en onder voorbehoud van inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de financiële compensatie, wordt de producent schadeloos gesteld voor de inkomstenderving uit de vermindering of de onderbreking van de injectie, en dit ten bedrage van het aandeel van de gemoduleerde permanente injectiecapaciteit.

§ 2. Binnen de twaalf maanden na inwerkingtreding van dit besluit stellen de netbeheerders de methodologie vast voor de bepaling van de permanente injectiecapaciteit na raadpleging van de producenten. Die methodologie houdt rekening met de voorgeschiedenis van de energiestromen in het stroomnet en de reeds toegekende en/of voorbehouden capaciteiten.

§ 3. Bestaat het risico dat de operationele veiligheidsgrens van het (plaatselijk) transmissienet overschreden wordt, dan is de distributienetbeheerder verantwoordelijk voor de omzetting van de richtlijnen die de (plaatselijke) transmissienetbeheerder overgemaakt heeft en voor hun mededeling aan de verschillende productiemiddelen met buigzame toegang, aangesloten op de betrokken distributienetten.

§ 4. Bij de aansluitingsaanvraag wordt door de netbeheerder prioritaire en permanente injectiecapaciteit toegekend. Het aandeel van de permanente injectiecapaciteit in de injectiecapaciteit, toegekend aan de aanvrager rekening houdend met de onmiddellijk beschikbare injectiecapaciteit, de aanpassingsplannen en de capaciteits-opvoeringen mogelijk gemaakt door economisch verantwoorde investeringen in de zin van hoofdstuk 3, wordt maximaal gehouden.

§ 5. Wanneer er wegens omstandigheden die de netbeheerder niet bij machte is te voorzien, nieuwe injectiecapaciteit vrijgemaakt wordt, wordt deze door de netbeheerder ter beschikking gesteld van de toekomstige aanvragers en wordt de markt daarover geïnformeerd door het bijwerken van de informatie bedoeld in artikel 29.

Art. 4. § 1. Elke nieuwe installatie voor elektriciteitsproductie met een vermogen hoger dan 250 kVA wordt uitgerust met een controle- en bestuursysteem uitgerust waardoor de netbeheerder waarbij de producent is aangesloten, de productie kan verminderen of onderbreken om elke overbelasting van het net te voorkomen. De netgebruiker plaatst een communicatie-interface waarmee hij de richtlijnen van de netbeheerder kan ontvangen. De richtlijnen worden door de gebruiker omgezet in een bevel tot sturing van zijn installaties en worden binnen de vereiste termijnen beantwoord. De netbeheerder kan de toegang weigeren tot een installatie, hoger dan 250kVA, waarvoor de netgebruiker de verplichtingen van deze paragraaf niet naleeft.

§ 2. De netbeheerder verstrekt de aangesloten producent de in paragraaf 1 bedoelde communicatie-interface en bepaalt het formaat van de toegepaste richtlijnen.

§ 3. De richtlijnen die bij de sturingen gebruikt worden, zijn onderscheiden per type bron van primaire energieproductie.

§ 4. Als de netbeheerder de injectie van meerdere productie-eenheden beperkt om de exploitatie van het net binnen de operationele veiligheidsgrenzen te behouden, worden bij de opdeling van het volume van de beperkingen op de eenheden, uitgerust met een communicatie-interface overeenkomstig de paragrafen 1, 2 en 3, de volgende regels gevolgd:

1° het volume wordt eerst toegekend aan de nieuwe productie-eenheden voor niet-groene stroom die over een buigzame injectiecapaciteit beschikken met een maximumhoeveelheid die aan genoemde capaciteit beantwoordt, volgens het "last in, first out"-principe;

2° als het nodige volume niet bereikt wordt, wordt het toegekend aan de productie-eenheden met inachtneming van deze volgorde :

a) aan de nieuwe installaties voor de productie van niet-groene stroom die over een permanente injectiecapaciteit beschikken met inachtneming van het "last in, first out"-principe;

b) aan de nieuwe installaties voor de productie van groene stroom die over een buigzame injectiecapaciteit beschikken met een maximumhoeveelheid die aan genoemde capaciteit beantwoordt, volgens het "last in, first out"-principe;

c) aan de nieuwe installaties voor de productie van groene stroom die over een permanente injectiecapaciteit beschikken met inachtneming van het "last in, first out"-principe;

d) aan de historische installaties voor de productie van niet-groene stroom die over een permanente injectiecapaciteit beschikken met inachtneming van een volgorde die de bepalingen van het aansluitingscontract naleeft of, volgens het "last in, first out"-principe;

e) aan de historische installaties voor groene-stroomproductie die over een permanente injectiecapaciteit beschikken met inachtneming van een volgorde die de bepalingen van het aansluitingscontract naleeft of, bij ontstentenis, volgens het "last in, first out"-principe.

Voor het bepalen van die volgorde wordt rekening gehouden met de datum voor de reservering van de overeenkomstig de technische reglementen vastgelegde capaciteit.

§ 5. De netbeheerder kan de producent verplichten tot het invoeren van een controle- en sturingssysteem, zoals bedoeld in § 1, wanneer hij een aanvraag indient voor de opvoering van het vermogen of voor de installatie van een nieuwe productie-eenheid op een bestaande aansluiting waarvan het contract gesloten is voor 1 januari 2015, waarbij de totale productiecapaciteit op een niveau hoger dan of gelijk aan 1 MVA komt te liggen.

In dat geval heeft het controle- en sturingssysteem betrekking op het gehele, samengetelde productievermogen.

§ 6. De vereiste inzake een controle- en sturingssysteem, zoals bedoeld in § 1, geldt eveneens voor iedere opvoering van het vermogen naar een niveau hoger dan 250 kVA. In dat geval heeft het controle- en sturingssysteem betrekking op het gehele, samengetelde productievermogen.

Genoemde drempel geldt voor iedere aanvraag, sinds drie jaar ingediend voor dezelfde aansluiting.

Art. 5. Iedere nieuwe installatie voor stroomproductie waarvan de productie door de netbeheerder is onderbroken of beperkt wegens overbelasting heeft recht op een compensatie van de inkomstenderving voortvloeiend uit de onderbreking of de vermindering van de injectie onder een lagere waarde dan zijn permanente injectie-capaciteit, op voorwaarde dat aan elk van volgende voorwaarden voldaan wordt:

1° de stroomproductie-installatie beschikt over een maximaal injectievermogen hoger dan 5kVA;

2° de stroomproductie-installatie is gevestigd op een stroomproductiesite die een certificaat van garantie van oorsprong bezit;

3° de stroomproductie-installatie valt niet onder de uitzonderingsgevallen bedoeld bij artikel 26, § 2ter, lid 1, 1° en 2°, van het decreet.

Art. 6. § 1. De netbeheerder treft elke nuttige en proportionele maatregel voor het beperken van de impact van de acties die hij genomen heeft om de operationele veiligheid van het net te waarborgen.

§ 2. Wat betreft de geprogrammeerde interventies, moet de netbeheerder kunnen aantonen welke middelen hij ingezet heeft om zowel de frequentie als de duur van de nodige injectiebeperkingen zo klein mogelijk te houden om de operationele veiligheid van het net te waarborgen, met name door ervoor te zorgen dat de onderhoudswerken van de netbeheerder en de producent gelijktijdig verricht worden.

§ 3. Ten gevolge van een noodsituatie wordt de netbeheerder een termijn opgelegd, na afloop waarvan de producent gecompenseerd wordt voor diens voor compensatie in aanmerking komende inkomstenderving. Die termijn bedraagt zes uren en gaat in zodra die noodsituatie ontstaat. Deze kan mits gemotiveerde aanvraag bij de CWaPE verlengd worden, waarbij rekening gehouden wordt met de operationele veiligheid.

§ 4. Bij het invoeren van een noodsituatie legt de netbeheerder de CWaPE het bewijs voor van het feit dat aan de oorsprong van deze situatie ligt, met inachtneming van een maximumtermijn van dertig dagen ingaand op het ogenblik van het ontstaan van de noodsituatie.

Art. 7. § 1. Wanneer de toekenning van een bijkomende permanente capaciteit, bovenop de onmiddellijk beschikbare capaciteit, de netbeheerder ertoe genoopt heeft, in de zin van hoofdstuk 3 economisch verantwoorde aansluitingswerken uit te voeren, is de financiële compensatie met betrekking tot deze bijkomende permanente capaciteit waarvoor werken worden uitgevoerd enkel verschuldigd na afloop van de termijn waarin de netbeheerder zich ertoe verbonden had, die werken uit te voeren. De beschikbare permanente capaciteit voor uitvoering van de werken wordt wel onmiddellijk gecompenseerd.

§ 2. De termijn bedoeld in paragraaf 1 vangt aan op de dag van de ondertekening van het aansluitingscontract, met een maximumduur van vijf jaar. Deze termijn kan worden verlengd door een gemotiveerde beslissing van de CWaPE wanneer de vertraging in de aanpassing van het net te wijten is aan omstandigheden die de netbeheerder niet beheerst. Voor het laagspanningsdistributienet bedraagt die maximumtermijn één jaar, behoudens behoorlijk gemotiveerde uitzonderingsgevallen waarmee door de CWaPE ingestemd is.

Afdeling 2. — Regels voor de uitvoering van de compensatie

Art. 8. § 1. De beheerder van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet legt de stroomproducenten die op het midden- of hoogspanningsnet aangesloten zijn, aansluitingscontracten met een buigzame toegang voor.

§ 2. In elk contract worden gepreciseerd :

1° de onmiddellijk beschikbare permanente injectiecapaciteit toegewezen aan de aanvrager en, in voorkomend geval, de permanente injectiecapaciteit die in de toekomst toegekend zal worden, rekening houdend met de economisch verantwoorde capaciteitsopvoeringen;

2° de onmiddellijk beschikbare buigzame injectiecapaciteit toegewezen aan de aanvrager en, in voorkomend geval, de buigzame injectiecapaciteit die in de toekomst toegekend zal worden, rekening houdend met de economisch verantwoorde capaciteitsopvoeringen;

3° de regels voor de vermindering of de onderbreking van de injectie, rekening houdend met onder andere de werkingstijden van de productiesite, zoals door de producent medegedeeld;

4° in voorkomend geval, de termijnen waarin de netbeheerder zich ertoe verbindt de nodige en economisch verantwoorde capaciteitsopvoeringen uit te voeren om aan de injectiebehoefte van de producent te voldoen;

5° de regels voor de toekenning van de compensatie wegens inkomstenderving door vermindering of onderbreking van de injectie, met inbegrip van de groene certificaten of enige andere productieondersteunende regeling;

6° de regels voor de raming van het volume niet-geïnjecteerde actieve energie bij beperking van de toegang, opgelegd door de netbeheerder;

7° de regels met het oog op het in voorkomend geval corrigeren van de perimeter van de verantwoordelijke voor het evenwicht bij vermindering of onderbreking van de injectie;

8° de vooruitzichten, gegrond op de historische en statistieke gegevens betreffende het risico dat er zich een situatie voordoet die kan leiden tot de vermindering of de onderbreking van de injectie;

9° de regels voor het mededelen van de geprogrammeerde onderhoudswerken voor de onderdelen van het net waarvan de beschikbaarheid kritiek is voor de door de producent gevraagde injectiecapaciteit.

Betreffende 8° worden de vooruitzichten gegrond op historische en statistieke gegevens en vormen dus geen absolute waarborg voor de toekomst.

§ 3. Binnen de twaalf maanden na inwerkingtreding van dit besluit leggen de netbeheerders de CWaPE in elektronisch formaat de aansluitingscontracten voor, gesloten na 1 januari 2015, evenals de door te voeren aanpassingen om de overeenstemming met onderhavige bepalingen te waarborgen.

Art. 9. § 1. De netbeheerder waarop de productie-installatie aangesloten is, is verantwoordelijk voor de raming van de volumes actieve energie die niet geproduceerd konden worden.

§ 2. Binnen de twaalf maanden na inwerkingtreding van dit besluit leggen de netbeheerders de CWaPE ter goedkeuring een ramingsmethode voor betreffende de volumes niet-geproduceerde actieve energie die voorafgaandelijk ter advies aan de producenten voorgelegd zal zijn. Die op auditeerbare gegevens gegronde methode wordt aangepast aan het desbetreffende productiekanaal, aan de vermogensklasse en houdt rekening met het al dan niet redelijkerwijs voorspelbaar karakter van de primaire energiebron.

Na goedkeuring door de CWaPE wordt de ramingsmethode voor de volumes niet-geproduceerde actieve energie op de website van de verschillende netbeheerders bekend gemaakt.

§ 3. De financiële compensatie wordt geraamd op grond van een volume niet-geproduceerde actieve energie, berekend voor elke elementaire periode, uitgedrukt in kwart uren waarin het bevel tot onderbreking of beperking geldig was. Bij een richtlijn lager dan de permanente injectiecapaciteit en als de producent die richtlijn naleeft, wordt het te compenseren volume actieve energie berekend op grond van de kleinste positieve waarde tussen de raming van de verminderde potentiële productie van de productie die overeenstemt met het eerste beschikbare werkingspunt dat de richtlijn in acht neemt en de productie die overeenstemt met de permanente injectiecapaciteit zoals bepaald in het aansluitingscontract, verminderd met de productie die overeenstemt met het eerste beschikbare werkingspunt dat de richtlijn naleeft. De potentiële productie is het volume energie die zonder richtlijn geproduceerd zou zijn. Het vastleggen van de productie die overeenstemt met het richtlijnvermogen houdt rekening met de volumes zelf verbruikte actieve energie.

§ 4. Voor de zogenoemde variabele energiekanaal zoals windenergie en fotovoltaïsche energie wordt de raming gebaseerd op het gebruik van een referentieprofiel waarvoor de meetgegevens worden ingevoerd uit gelijkaardige productiesites gelegen in het Waalse Gewest. De individuele kenmerken van de productiesite worden in overweging genomen door een gebruik van een kwaliteitsfactor, die omschreven wordt als de verhouding van het vermogen, geleverd door een productiesite over een gegeven periode, tot het product van zijn ontwikkelbaar elektrisch netto-vermogen en van het referentieprofiel van de gelijksoortige productiesites over diezelfde periode. De kwaliteitsfactor wordt per productiesite bepaald en wordt jaarlijks herzien. Bij gebreke van historische gegevens wordt de kwaliteitsfactor van een productiesite verondersteld, aan één gelijk te zijn.

§ 5. Voor de kanalen waarvan het productieniveau redelijkerwijs als voorspelbaar of controleerbaar kan worden omschreven, kan de raming gegrond worden op de benoemingsgegevens, indien beschikbaar, of op de voorspellingen van de producent of nog op de onmiddellijk aan de activering voorafgaande of erop volgende gemeten gegevens.

§ 6. In afwijking van de paragrafen 1 tot 5 wordt de compensatie voor de inkomstenderving, wanneer de modulering voortvloeit uit de werking van een plaatselijk automatisch systeem, ten gevolge van de detectie van een overspanning, overeenkomstig de technische voorschriften voortvloeiend uit het aansluitingscontract, gebaseerd op de voorgeschiedenis van het productie- en uitschakelingsprofiel medegedeeld door de producent of, wanneer deze informatie beschikbaar is, op de voorgeschiedenis van het geïnjecteerde vermogen of van het spanningsniveau gemeten door de meter van de netbeheerder.

§ 7. In afwijking van de paragrafen 1 tot 6 kan er, na instemming tussen de producent en de distributienetbeheerder waarop hij aangesloten is, en na goedkeuring van de CWaPE, een alternatieve methode gebruikt worden voor de raming van de volumes niet-geproduceerde energie.

Art. 10. § 1. De financiële compensatie van de inkomstenderving van de producent is door betrokken netbeheerder verschuldigd overeenkomstig artikel 26, § 2^{quinquies}, van het decreet.

Wordt de richtlijn niet door de netgebruiker binnen de opgelegde termijnen nageleefd en bestaat er een risico op beperkte operationele veiligheid van het net, dan kan de netbeheerder de productie die bedoelde richtlijn miskent zonder financiële compensatie voor de inkomstenderving van de producent onderbreken.

§ 2. De financiële compensatie beoogt zowel de stroom die niet geproduceerd kon worden als de groene certificaten of andere productie-ondersteunende regelingen die niet aan de producent toegewezen konden worden. De financiële compensatie wordt bepaald door op het volume te compenseren energie een referentieprijis toe te passen, die de inkomstenderving, die de producent moet ondergaan, weergeeft waarbij rekening gehouden wordt met het ondersteuningsmodel. De bespaarde injectiekosten worden van die referentieprijis afgetrokken.

§ 3. De distributienetbeheerder of de plaatselijke transmissienetbeheerder draagt de kosten van de compensatie in functie van de aard van het capaciteitbeperkende element. De financiële compensatie wordt op kwartaalbasis aan de producent toegekend voor de sites met een maximaal injectievermogen dat absoluut hoger is dan 250 kVA, en op jaarbasis voor de productiesites met een maximaal injectievermogen lager dan of gelijk aan 250 kVA.

De gezamenlijke activeringen van één bepaald kwartaal (of van één bepaald jaar) moet onder voorbehoud van verificatie van de toekenningsvoorwaarden voor die compensatie binnen de drie maanden volgend op het einde van het overwogen kwartaal (overwogen jaar) worden gecompenseerd.

§ 4. Binnen de twaalf maanden na inwerkingtreding van dit besluit wordt de procedure voor de compensatie van de door de producent geleden inkomstenderving door middel van eenvoudige financiële transacties, verricht binnen drie maanden volgend op het desbetreffend kwartaal (het desbetreffend jaar) overeenkomstig paragraaf 3 door de netbeheerders vastgelegd en ter goedkeuring aan de CWaPE voorgelegd. Die procedure houdt rekening met het type meting van de producent, het al dan niet voorliggen van een controle- en sturingssysteem, evenals met de periode waarin de steunregeling voor groene stroom op grond van de gegevens, medegedeeld door de groenestroomproducent, van toepassing is.

§ 5. De financiële compensatie is driedelig : een A-onderdeel, dat de waarde compenseert van de stroom die niet geproduceerd kon worden; een B-onderdeel, dat een compensatie is voor de groene certificaten of enig andere productieondersteuning die niet aan de producent toegewezen is kunnen worden; een C-onderdeel, waarbij na aftrek van beide andere onderdelen de eventuele kostenbesparingen van de producent in rekening worden genomen.

Het A-onderdeel wordt berekend op basis van een referentieformule waarbij de waarde van de elektriciteit die niet geproduceerd kon worden, in overweging wordt genomen.

Het B-onderdeel wordt bepaald op grond van een referentieformule die rekening houdt met het ondersteuningsmodel.

Het C-onderdeel wordt bepaald op grond van een referentieformule die rekening houdt met de kostenbesparingen die de producent genoot wegens de verminderde stroominjectie. De referentieformules die gebruikt worden om de onderdelen A, B en C te berekenen worden door de CWaPE vastgelegd na raadpleging van de producenten en de netbeheerders, en worden op diens website bekendgemaakt.

Art. 11. § 1. De netbeheerders voeren onverwijld een mechanisme uit waarbij de markt geïnformeerd kan worden over de beperkingsrichtlijnen en de correctie gewaarborgd wordt van de perimeter van de verantwoordelijke voor het evenwicht van de producent voor de te compenseren volumes, onder voorbehoud van de instemming van de CWaPE met het proportioneel karakter van de kosten voor de uitvoering van het mechanisme ten opzichte van de volumes energie die compensatie behoeven. Zodra het mechanisme operationeel is, treedt het in de plaats van het rechtstreekse financiële compensatiemechanisme van de producent zoals bedoeld in de artikelen 10, § 3, en 10, § 4, enkel voor wat betreft het A-onderdeel waarvan sprake in artikel 10, § 5.

§ 2. Wanneer de productie onderbroken of beperkt wordt door de netbeheerder, licht de netbeheerder van wie de richtlijn uitgaat eveneens de transmissienetbeheerder in over volumes niet-geïnjecteerde actieve energie. De transmissienetbeheerder licht onverwijld de verantwoordelijke voor het evenwicht in over de geactiveerde volumes, op samengetelde wijze voor diens gehele portefeuille. De netbeheerder waarop de producent aangesloten is deelt die informatie eveneens mee aan de toeganghouder, die genoemde informatie per toegangspunt krijgt.

HOOFDSTUK 3. — *De kosten-baten-analyse*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 12. Dit hoofdstuk bepaalt overeenkomstig artikel 26, § 2^{quater}, van het decreet de nadere berekeningswijze om na te gaan in welke mate een project tot aanpassing van het net om een project voor een site voor de productie van groene stroom van een bijkomende injectiecapaciteit te voorzien in verhouding tot wat toegekend wordt in de referentietoestand voor een project voor een productiesite voor groene stroom met een vermogen hoger dan 5kVA economisch verantwoord is.

Afdeling 2. — Voorafgaand onderzoek

Art. 13. De distributienetbeheerder of de plaatselijke transmissienetbeheerder die niet volledig in kan gaan op een aansluitingsaanvraag voor een project voor een productiesite voor groene stroom stelt een voorafgaand onderzoek in om de CWaPE in de mogelijkheid te stellen om het economisch verantwoord karakter van het project tot aanpassing van het net vast te leggen om zo goed mogelijk te voldoen aan die aanvraag.

Art. 14. § 1. In zijn voorafgaand onderzoek omschrijft en motiveert de netbeheerder in voorkomend geval de technisch-economische kenmerken van het project tot aanpassing van het net en van de referentietoestand bedoeld in artikel 25. De technisch-economische kenmerken van het project voor de productiesite voor groene stroom waarvoor een aansluitingsaanvraag wordt ingediend, worden eveneens omschreven.

§ 2. De omschrijving en de motivering bedoeld in paragraaf 1 omvatten :

1° de gezamenlijke elementen die de adequate verhouding tussen het project tot aanpassing van het net in vergelijking met de andere eventuele in het vooruitzicht te stellen technische oplossingen, en de aansluitingsaanvraag van het project voor de productiesite voor groene stroom kunnen verantwoorden;

2° in voorkomend geval, een omschrijving van de overeenkomstig artikel 15, § 1 en 2, van het decreet onderzochte maatregelen ter voorkoming van de noodzaak om het net te versterken voor het voldoen aan de aansluitingsaanvraag van het project voor de productiesite voor groene stroom.

§ 3. De netbeheerder vult het voorafgaand onderzoek aan met een technisch-economische analyse gebaseerd op de toepassing van de nadere berekeningsregels omschreven in de afdelingen 4 en 5.

§ 4. De netbeheerder kan op gemotiveerde wijze in zijn voorafgaand onderzoek afwijken van de standaardwaarden zoals omschreven in toepassing van dit besluit.

§ 5. De bewijsstukken waarmee de CWaPE in het kader van de kosten-baten-analyse bedoeld in afdeling 3 de technische opties en de technisch-economische waarden, gebruikt door de netbeheerder, kan bekrachtigen, met name in het kader van de vaststelling van de specifieke termijn voor het in artikel 22 bedoelde project tot aanpassing van het net aan het onderzoek, worden door de netbeheerder bij het onderzoek gevoegd.

Art. 15. Wanneer het project tot aanpassing van het net betrekking heeft op meerdere netbeheerders, pleegt de netbeheerder waarop de aansluiting wordt verricht, overleg met de andere betrokken netbeheerders, met name in het kader van de bepaling van de waarden en parameters in verband met het project tot aanpassing en de referentietoestand bedoeld in artikel 25.

Art. 16. Na overleg met de netbeheerders en raadpleging van de producenten kan de CWaPE een model van voorafgaand onderzoek en, in voorkomend geval, een model voor synthese van voorafgaand onderzoek vaststellen.

Art. 17. § 1. Binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aansluitingsaanvraag deelt de netbeheerder per elektronische zending het voorafgaand onderzoek en de bijlage aan de CWaPE mee. Die termijn kan met vijftien dagen worden verlengd als er meerdere netbeheerders betrokken zijn bij het project tot aanpassing van het net.

§ 2. Binnen dezelfde termijn als die bedoeld in paragraaf 1 deelt de netbeheerder per elektronische zending een synthese van voorafgaand onderzoek, zoals vastgesteld door de CWaPE in artikel 16, aan de aanvrager mee. De netbeheerder licht eveneens de aanvrager over diens mogelijkheid om binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de datum van de elektronische zending door de CWaPE gehoord te worden met het oog op de vaststelling van het economisch verantwoord karakter van het project tot aanpassing van het net.

Afdeling 3. — Kosten-baten-analyse

Art. 18. § 1. De CWaPE licht de netbeheerder in over de volledigheid van het voorafgaand onderzoek en diens bijlage, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van bedoeld onderzoek. In voorkomend geval en binnen dezelfde termijn eist de CWaPE van de netbeheerder elk, in het voorafgaand onderzoek en diens bijlage ontbrekend, gegeven dat nodig is voor de uitvoering van de kosten-baten-analyse. Zij legt een redelijke termijn vast waarin de netbeheerder zijn voorafgaand onderzoek aanvult. Die termijn mag in ieder geval vijftien dagen te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag tot aanvullend onderzoek niet overschrijden.

§ 2. De termijn bedoeld in artikel 21, § 1, vangt pas aan zodra het voorafgaand onderzoek en diens bijlage volledig zijn.

Art. 19. § 1. Wanneer de CWaPE het voorafgaand onderzoek volledig acht, wordt de kosten-baten-analyse van het project tot aanpassing van het net, gegrond op de toepassing van de berekeningsregels omschreven in de afdelingen 4 en 5, verricht.

§ 2. In het kader van de uitvoering van de kosten-baten-analyse bedoeld in paragraaf 1 kan de CWaPE op gemotiveerde basis afwijken van de waarden gebruikt door de netbeheerder of van de standaardwaarden zoals omschreven overeenkomstig dit besluit.

§ 3. In afwijking van artikel 18, § 1, kan de CWaPE, om de kosten-baten-analyse van het project tot aanpassing van het net van gegevens te voorzien, op gemotiveerde basis aan de netbeheerder vragen om het voorafgaand onderzoek te vervolledigen en daarbij rekening te houden met hypothesen die verschillend zijn van die welke beoogd worden in het aanvankelijk voorafgaand onderzoek. Zij legt een redelijke termijn vast binnen welke de netbeheerder zijn voorafgaand onderzoek vervolledigt. Die termijn mag hoe dan ook dertig dagen niet overschrijden te rekenen van de datum van verzending van het verzoek om aanvullende gegevens over te maken.

Art. 20. § 1. De aanvrager kan na ontvangst van het voorafgaand onderzoek van de CWaPE vragen om gehoord te worden in het kader van de procedure tot onderzoek van het economisch onverantwoord karakter van het project tot aanpassing van het net binnen een maximumtermijn van dertig dagen te rekenen van de datum van verzenden van het voorafgaand onderzoek. De aanvrager kan met name alternatieve oplossingen voorstellen. De CWaPE hoort de aanvrager die erom verzoekt voor zover de opgelegde termijn in acht genomen wordt.

§ 2. Onder voorbehoud van de raadpleging overeenkomstig paragraaf 1 wordt de aanvrager, wanneer blijkt dat het project tot aanpassing van het net economisch onverantwoord geacht zal worden na afloop van de kosten-baten-analyse, daar door de CWaPE over ingelicht en wordt de termijn medegedeeld, die niet meer dan dertig dagen mag bedragen, waarin de aanvrager zijn bemerkingen, verantwoordingen of andere aanvullende informatie kan verstrekken. De CWaPE hoort de aanvrager die erom verzoekt voor zover de opgelegde termijn in acht genomen wordt.

Art. 21. § 1. Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de laatste aanvullende gegevens op het voorafgaand onderzoek of van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvullende gegevens, verstrekt overeenkomstig artikel 20, deelt de CWaPE bij aangetekend schrijven of tegen afgifte van een bericht van ontvangst, haar beslissing meer betreffende het economisch verantwoord karakter van het project tot aanpassing van het net, aan de netbeheerder en aan de aanvrager mee.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de CWaPE, in het geval van een voorafgaand onderzoek dat besluit dat een project tot aanpassing economisch verantwoord is, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de mededeling van het advies bedoeld in artikel 18 of van de ontvangst van de laatste aanvullende gegevens verstrekt voor het voorafgaand onderzoek of ingediend overeenkomstig artikel 20, de resultaten van het onderzoek betwisten. Bij gebreke van reactie van de CWaPE binnen die termijn wordt het project tot aanpassing economisch verantwoord geacht.

§ 3. Wanneer de CWaPE de resultaten van een positief voorafgaand onderzoek betwist, wordt overleg gepleegd met de netbeheerder met het oog op de vaststelling van de kosten-baten-analyse. In voorkomend geval kan de netbeheerder met instemming van de CWaPE een nieuw voorafgaand onderzoek uitvoeren overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

*Afdeling 4. — Berekeningsmodaliteiten**Onderafdeling 1. — Overkoepelende bepalingen betreffende de nadere berekeningsregels*

Art. 22. § 1. De technisch-economische analyse, gevoerd in het kader van het voorafgaand onderzoek en van de kosten-baten-analyse, wordt vastgesteld op grond van een vergelijking tussen:

1° enerzijds, een specifiek getal voor het voorliggend project tot aanpassing van het net, bestaande uit een teller, die de kostprijs van het project tot aanpassing van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet weergeeft, en een noemer, die de verwachte elektriciteitsproductie van het project voor een productiesite voor groene stroom weergeeft, en;

2° anderzijds, een referentiegetal, dat de maximale referentiekostprijs van de investering per eenheid weergeeft, in voorkomend geval aangepast in functie van een correctiecoëfficiënt waarbij rekening gehouden dient te worden met een eventueel, waargenomen of verwacht, significant structureel verschil ten opzichte van het indicatief geleidelijk traject per kanaal voor zover één van de vermoedelijke oorzaken van dat verschil te vinden is in de nadere berekeningsregels vastgesteld overeenkomstig de afdelingen 4 en 5.

§ 2. Het project tot aanpassing van het net wordt economisch verantwoord geacht wanneer het specifieke getal voor het voorliggend project tot aanpassing van het net lager is dan of gelijk is aan het referentiegetal.

§ 3. De CWaPE stelt een referentiewaarde vast voor het correctiecoëfficiënt bedoeld in paragraaf 1.

Die correctiecoëfficiënt kan schommelen naar gelang van het overwogen productiekanaal voor groene stroom of de hoogte van de spanning waarop het project voor de productiesite voor groene stroom aangesloten wordt.

§ 4. Na overleg met de netbeheerders, de producenten en de administratie stelt de CWaPE een referentiewaarde vast voor de maximale referentiekostprijs van de investering per eenheid bedoeld in paragraaf 1.

§ 5. Binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit en na overleg met de netbeheerders, de producenten en de administratie maakt de CWaPE de methodologie bekend waarmee de nadere berekeningsregels bedoeld in de afdelingen 4 en 5 toegepast kunnen worden.

§ 6. Binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit en na overleg met de netbeheerders, de producenten en de administratie maakt de CWaPE referentiewaarden bekend die nodig zijn voor het onderzoek naar het economisch verantwoord karakter van een project tot aanpassing van het net waarmee beoogd wordt, een bijkomende injectiecapaciteit toe te kennen in verhouding tot een onmiddellijk beschikbare injectiecapaciteit voor een project voor een productiesite voor groene stroom.

Onderafdeling 2. — Bepaling van de teller

Art. 23. § 1. De teller bedoeld in artikel 22 staat gelijk aan het verschil tussen enerzijds de kostprijs van het project tot aanpassing van het distributie- of plaatselijk transmissienet dat zo goed mogelijk aan de aansluitingsaanvraag voldoet en anderzijds de kostprijs van een referentietoestand.

§ 2. De kostprijs bedoeld in paragraaf 1 wordt gevormd door de investeringskosten, in voorkomend geval met inbegrip van de financiële compensaties toegekend overeenkomstig artikel 26, § 2ter, van het decreet betreffende het (de) vak(ken) van het net betrokken bij het project tot aanpassing van het net. De interventies van derden bij uitvoering van werken tot aanpassing van het net worden van de investeringskosten afgetrokken.

De CWaPE kan een standaardwaarde vaststellen voor de financiële compensaties bedoeld in lid 1.

§ 3. De kosten bedoeld in paragraaf 2 worden vastgesteld rekening houdend met :

1° de verwachte inzet van de betrokken investering(en) in het net na afloop van de duur van de economische levensduur van het project voor een productiesite voor groene stroom;

2° de verwachte inzet van de betrokken investering(en) in het net die hoger liggen dan het vermogen waarvoor de aansluiting wordt aangevraagd.

De CWaPE kan standaardwaarden vaststellen voor de parameters die in overweging genomen worden bij de vaststelling van de kosten overeenkomstig lid 1.

§ 4. In afwijking van paragraaf 2 kan de CWaPE in overleg met de netbeheerders en de producenten een methode vaststellen waarbij de operationele kosten in de nadere berekeningsregels opgenomen worden voor zover geacht kan worden dat er een duidelijk verband bestaat met de toekenning van een bijkomende injectiecapaciteit voor het project voor een productiesite voor groene stroom aan de oorsprong van de aansluitingsaanvraag

Die kosten gelden als aanvulling op de kosten bedoeld in paragraaf 2.

§ 5. De eventuele verwachte inkomsten van de netbeheerder uit de toepassing van de injectietarieven op het project voor een productiesite voor groene stroom worden afgetrokken van de investeringskosten zoals geraamd overeenkomstig de paragrafen 1 tot 4.

De aftrek van de inkomsten bedoeld in lid 1 kan geheel of gedeeltelijk verminderd worden wanneer blijkt dat de steunregeling voor de groene-stroomproductie, zoals opgemaakt overeenkomstig het decreet, een verhoging van de inkomsten van de aanvrager mogelijk maakt die van aard is om geheel of gedeeltelijk zijn kosten in verband met de injectietarieven te compenseren.

De CWaPE kan een standaardwaarde vaststellen voor de inkomsten uit de toepassing van injectietarieven op het project voor een productiesite voor groene stroom.

Onderafdeling 3. — Bepaling van de noemer

Art. 24. § 1. De noemer bedoeld in artikel 22 staat gelijk aan het verschil tussen enerzijds de geraamde actieve energieproductie van het project voor de productiesite voor groene stroom in het geval van uitvoering van het project tot aanpassing van het net en anderzijds de geraamde actieve energieproductie van hetzelfde project voor een productiesite voor groene stroom verbonden aan de referentietoestand.

§ 2. De raming bedoeld in paragraaf 1 houdt rekening met de economische levensduur van het project voor een productiesite voor groene stroom, met zijn productieprofiel en de permanente en buigzame injectiecapaciteit toegekend aan de productie-eenheid waarvoor een aansluiting wordt aangevraagd.

§ 3. In het geval van een buigzame injectiecapaciteit houdt de raming van de actieve energieproductie rekening met de vooruitzichten betreffende het risico dat er zich een situatie voordoet die kan leiden tot de vermindering of de onderbreking van de injectie buiten noodgevallen om.

§ 4. De CWaPE kan standaardwaarden vaststellen voor de economische levensduur en het productieprofiel van het project voor een productiesite voor groene stroom. Die standaardwaarden kunnen schommelen in functie van de productiekanaalen inzake groene stroom.

§ 5. De CWaPE kan standaardprofielen voor de jaarlijkse productie per kanaal vastleggen.

Onderafdeling 4. — Referentietoestand

Art. 25. § 1. Standaard is de referentietoestand bedoeld in de artikelen 23, § 1, en 24, § 1, de toestand omschreven door het recentste plan tot aanpassing van het net, goedgekeurd door de CWaPE, in voorkomend geval aangepast om rekening te houden met de projecten tot aanpassing van het net die voorafgaand, na afloop van een kosten-baten-analyse uitgevoerd overeenkomstig de afdelingen 4 en 5, als economisch verantwoord zijn beschouwd, en met de afname- of injectiecapaciteiten die reeds in een contract vaststaan maar nog niet in dienst zijn genomen.

§ 2. Op een gemotiveerde basis kan de referentietoestand, in overweging genomen in het voorafgaand onderzoek in de kosten-baten-analyse, afwijken van de toestand bedoeld in paragraaf 1.

Afdeling 5. — Specifieke bepalingen voor de aansluitingen van productiesites voor groene stroom met een vermogen hoger dan 5 kVA en lager dan of gelijk aan 250 kVA

Art. 26. In afwijking van de artikelen 13 en 22 wordt het project tot aanpassing van het net economisch verantwoord geacht in het geval waarin genoemd project om een project voor een productiesite voor groene stroom hoger dan 5 kVA en lager dan of gelijk aan 250 kVA van een bijkomende injectiecapaciteit te voorzien geen investering vereist op een spanningsniveau hoger dan 1kV.

Art. 27. § 1. In afwijking van de artikelen 13 en 22 voert de netbeheerder een voorafgaand onderzoek uit op het economisch verantwoord karakter van het project tot aanpassing van het net om zo goed mogelijk te kunnen voldoen aan de aansluitingsaanvraag in het geval waarin genoemd project om een project voor een productiesite voor groene stroom hoger dan 5 kVA en lager dan of gelijk aan 250 kVA van een bijkomende injectiecapaciteit te voorzien investeringen vereist op een spanningsniveau hoger dan 1kV.

In dat geval :

1° worden de kosten bedoeld in artikel 23, § 2, vastgesteld enerzijds in afwijking van artikel 23, § 3, waarbij enkel rekening wordt gehouden met de verwachte exploitatie van de betrokken investering(en) in het net boven op het vermogen waarvoor de aansluitingsaanvraag wordt ingediend en anderzijds waarbij enkel rekening wordt gehouden met de kostprijs van de investeringen uitgevoerd op een spanningsniveau hoger dan 1 kV;

2° de noemer bedoeld in artikel 22, § 1, wordt, in afwijking van artikel 24, § 1, vastgesteld op grond van de raming van de verwachte actieve energieproductie uit de zone afgedekt door de vakken vallend onder het project tot aanpassing van het net.

§ 2. De raming van de verwachte actieve energieproductie uit de zone afgedekt door de vakken vallend onder het project tot aanpassing van het net gebeurt op basis van de geïnstalleerde en verwachte productiecapaciteit in de zone bedoeld in paragraaf 1 van de productieprofielen op de plaats van de investering per productiekanaal voor groene stroom en de gemiddelde economische levensduur van de investeringen die overwogen worden in het project tot aanpassing van het net, gewogen door hun respectievelijke kosten.

De CWaPE stelt de referentiewaarden vast voor elke jaarlijkse gebruiksduur per productiekanaal voor groene stroom en voor de economische levensduur van de investeringen in het net met het oog op de uitvoering van lid 1.

§ 3. Wanneer het voorafgaandelijk onderzoek besluit tot het economisch verantwoord karakter van een project tot aanpassing met het oog op de toekenning van een bijkomende injectiecapaciteit voor een project voor een productiesite voor groene stroom met een vermogen hoger dan 5 kVA en lager of gelijk aan 250 kVA, geeft de netbeheerder daar per elektronische zending kennis van aan de CWaPE. De netbeheerder licht daar eveneens de aanvrager per elektronische zending over in.

De CWaPE kan in overleg met de netbeheerders een model vaststellen voor de kennisgeving van positieve voorafgaandelijke onderzoeken.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen inzake rapportage en bekendmaking*

Art. 28. § 1. De onderbrekingen en verminderingen inzake injectie, verricht op bevel van de netbeheerder, worden in een rapportage aan de CWaPE medegedeeld, met name in termen van niet-geproduceerd volume actieve energie, van energie die recht heeft op een compensatie van financiële verliezen, van vermogensniveau, van het tijdstip van activering en van duur.

§ 2. De aansluiting van de gedecentraliseerde productie-eenheden op het distributienet worden in rapportage aan de CWaPE medegedeeld door de netbeheerder.

§ 3. Na overleg met de netbeheerders stelt de CWaPE het bereik, de frequentie en de praktische modaliteiten van de rapportages bedoeld in de paragrafen 1 en 2 vast.

Art. 29. Elke netbeheerder maakt op zijn website de op zijn net beschikbare permanente injectiecapaciteit bekend, berekend volgens de methodologie vastgesteld overeenkomstig artikel 3, § 2, voor alle gezamenlijke belastingen en productiesites die in overweging worden genomen voor de planificatie van het net en met name voor de dimensionering van de omzetting naar middelspanning.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 30. Voor de historische installaties voor elektriciteitsproductie zonder buigzame toegang is de permanente injectiecapaciteit minstens gelijk aan de initieel in het aansluitingscontract vermelde injectiecapaciteit. De historische installaties voor elektriciteitsproductie die over een aansluitingscontract beschikken, genaamd "klassiek contract met buigzame toegang in N-1" worden in het kader van dit besluit gelijkgesteld met nieuwe installaties voor elektriciteitsproducties en hun aansluitingscontracten moeten geactualiseerd worden om rekening te houden met de bepalingen van dit besluit. In dat geval wordt de permanente injectiecapaciteit enkel op basis van het bestaande net geraamd.

Art. 31. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31794]

14 JULI 2016. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de uitvoering van artikel 15 van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, van artikels 24 en 26 van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt en van het artikel 214 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse huisvestingscode

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, artikel 214;

Gelet op de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, artikel 15;

Gelet op de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt, artikels 24 en 26;

Gelet op het advies 59.480 van de Raad van State, 24 juni 2016;

Overwegende de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen;

Overwegende het samenwerkingsprotocol gesloten op 1 oktober 2015 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen heeft aangeduid als lokaal meldpunt voor discriminatie op basis van geslacht in Brussel;

Op voordracht van de minister van Openbaar Ambt, de minister bevoegd voor het gelijkheidsbeleid, van de minister bevoegd voor het werkgelegenheidsbeleid en van de minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen opgericht door de wet van 16 december 2002, hierna "het Instituut" genoemd, wordt aangewezen als de instelling die als opdracht heeft de bevordering van de gelijke behandeling in overeenstemming met artikel 15, § 1 van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling en in overeenstemming met artikel 214 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode.

Art. 2. Het Instituut wordt aangewezen als instelling die in rechte kan optreden in overeenstemming met artikel 24, § 1 van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt.

Art. 3. Het Instituut wordt aangewezen als verzoeningsdienst in overeenstemming met artikel 26, § 1 van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31794]

14 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 15 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, des articles 24 et 26 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise et de l'article 214 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, l'article 214;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, l'article 15;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise, les articles 24 et 26;

Vu l'avis 59.480 du Conseil d'Etat du 24 juin 2016;

Considérant la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes;

Considérant le protocole de collaboration conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes le 1 octobre 2015;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a désigné l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes comme point de contact local pour les discriminations fondées sur le sexe à Bruxelles;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique, du Ministre en charge de la politique de l'égalité des chances, du Ministre en charge de la politique de l'emploi, et de la Ministre du logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes créé par la loi du 16 décembre 2002, dénommé ci-après « l'Institut », est désigné comme organisme dont la mission est de promouvoir l'égalité de traitement conformément à l'article 15, § 1^{er} de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi et conformément à l'article 214 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement.

Art. 2. L'Institut est désigné comme organe pouvant ester en justice conformément à l'article 24, § 1^{er} de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise.

Art. 3. L'Institut est désigné comme service de conciliation conformément à l'article 26, § 1^{er} de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise.